

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

PREMIER MINISTERE

CAISSE DES DEPOTS ET DE DEVELOPPEMENT



# RAPPORT ANNUEL

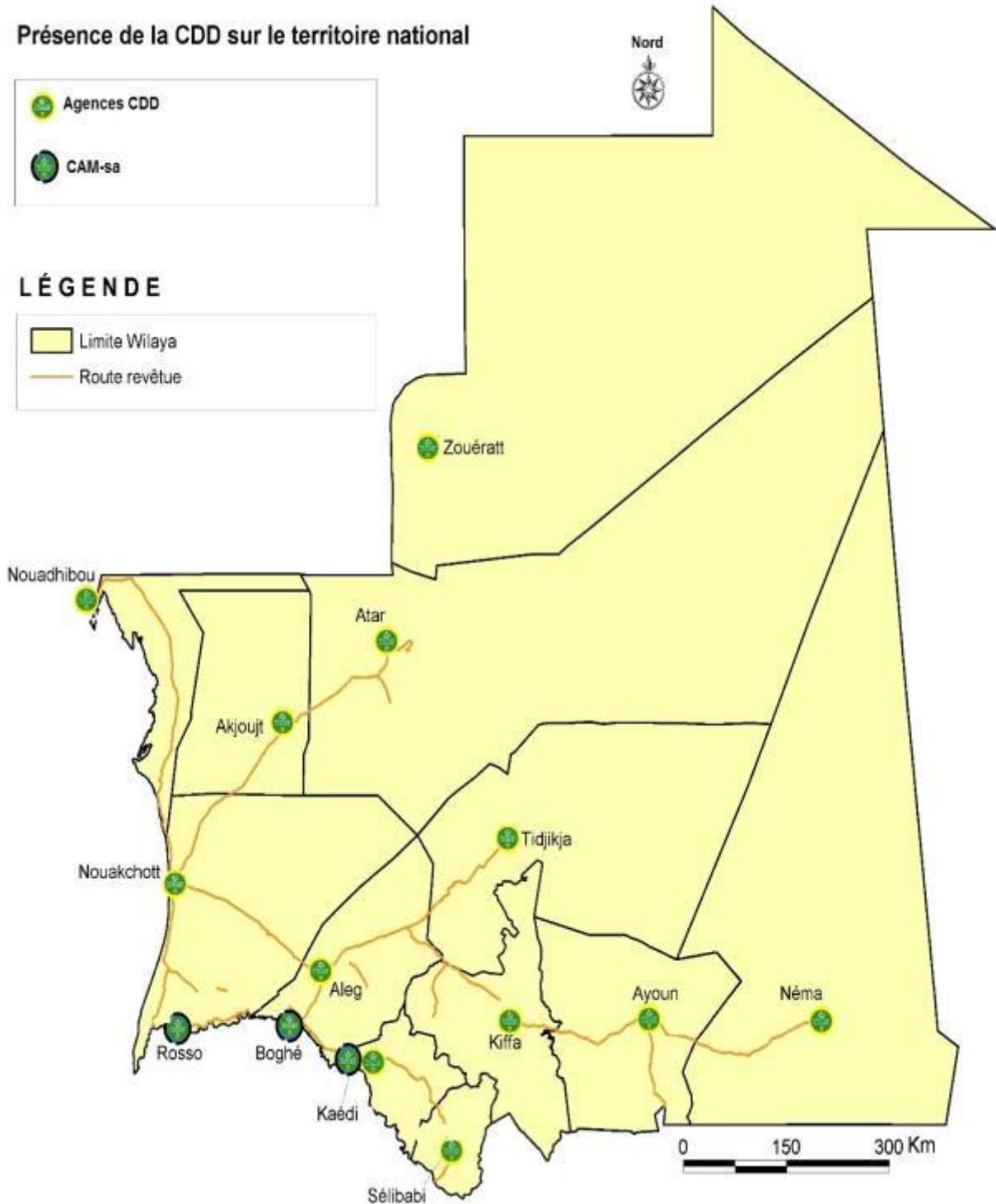
7 ans au service de l'économie nationale

ANNEE 2017

## Présence de la CDD sur le territoire national



## LÉGENDE



# SOMMAIRE

<b>MOT DU DIRECTEUR GENERAL.....</b>	<b>5</b>
<b>CONTEXTE ECONOMIQUE DU PAYS .....</b>	<b>7</b>
<b>PRESENTATION DE LA CDD .....</b>	<b>8</b>
Profil de la CDD.....	9
Organigramme de la CDD .....	10
LA CDD en chiffres.....	11
<b>RESSOURCES DE LA CDD .....</b>	<b>12</b>
<b>EMPLOIS DE LA CDD .....</b>	<b>13</b>
<b>FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVE .....</b>	<b>14</b>
Financement des PME.....	15
Fonds de Soutien à l'Emploi .....	16
Financement par secteurs d'activités .....	19
<b>ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES .....</b>	<b>27</b>
<b>ACTIVITES DES FILIALES .....</b>	<b>28</b>
Crédit Agricole de Mauritanie .....	28
NOVEC-Mauritanie.....	29
Fonds de Refinancement des Institutions de Microfinance.....	30
<b>COOPERATION ET PARTENARIAT.....</b>	<b>31</b>
<b>ZOOM SUR DES PROJETS FINANCES.....</b>	<b>32</b>
<b>RAPPORT FINANCIER.....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>50</b>

## LISTE DES ACRONYMES

AGRD	Activités Génératrices de Revenus Durables
ATTM	Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et de Maintenance
BAD	Banque Africaine de Développement
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BID	Banque Islamique de Développement
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial (impôt sur)
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAM	Crédit Agricole de Mauritanie
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CDG	Caisse des Dépôts et de Gestion
CMAP	Centre Mauritanien d'Analyse de politiques
DAT	Dépôts A Terme
DC	Diplômé Chômeur
DD	Direction du Développement
DDC	Direction des Dépôts et Consignations
EPA	Etablissement Public Administratif
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FOREMI	Fonds de Refinancement des Institutions de microfinance
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des Pays Arabes
FSE	Fonds de Soutien à l'Emploi
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IMF	Institutions de Microfinance
IRF	Impôt sur le Revenu de la Fortune
ISKAN	Société de Construction et Gestion Immobilière de la Mauritanie
ITS	Impôt sur Traitements et Salaires
MF	Ministère des Finances
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SOGEM	Société de Gestion de l'Electricité de Manantali
SONIMEX	Société Nationale d'Importation et d'Exportation
TPE	Très Petites Entreprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## Mot du Directeur Général

La Caisse des Dépôts et de Développement (CDD) a poursuivi, en 2017, son programme d'accompagnement des priorités économiques de l'action gouvernementale.

Opérationnellement, la Caisse se positionne comme acteur important dans le financement du développement économique et social du pays à travers la poursuite simultanée de quatre voies: (i) le financement des Petites et Moyennes Entreprises, (ii) le Fonds de soutien à l'Emploi, (iii) l'appui aux politiques publiques et (iv) le financement du secteur rural à travers la filiale Crédit Agricole de Mauritanie.

S'agissant du financement des PME, l'enveloppe accordée est passée de 8,3 milliards d'Ouguiyas en 2016 à 10,7 milliards en 2017, soit une progression de 29%.

En 2017, plus de 100 PME ont bénéficié de l'appui de la Caisse dans la mise en place de projets porteurs de valeurs ajoutées dans divers secteurs de l'économie. Les projets en question correspondent à des créations ou restructurations de petites ou moyennes entreprises travaillant dans divers secteurs dont l'industrie, les services, le tourisme, la pêche, le commerce, le bâtiment et le secteur rural.

Quant au Fonds de soutien à l'emploi (FSE), qui vise l'appui des activités initiées par les jeunes ou de nature à viabiliser la vie des quartiers dans les grandes villes, des résultats importants ont été atteints, avec le financement de plus de 7500 projets, pour une enveloppe atteignant 7,11 milliards d'Ouguiyas. Les financements accordés en 2017 ont été effectués à partir du recyclage des fonds recouverts de l'enveloppe déjà mise en place durant les années passées.

En matière d'appui aux politiques publiques, le programme de construction de 600 logements sociaux à Zouerate, dont 300 logements financés par la CDD, entre dans sa phase de réception des travaux. La procédure de commercialisation de ces logements a été initiée. La CDD a également accompagné 10 GIE regroupant 150 diplômés chômeurs tout au long du cycle de vie de leurs projets ; cet accompagnement s'est concrétisé à travers l'appui financier et le renforcement de compétences.

Au niveau du secteur rural, la CDD a financé cette année à travers sa filiale CAM-sa (Crédit Agricole de Mauritanie) plus de 170 exploitants pour une enveloppe de 744 millions MRO. Ces financements ont permis de mettre en valeur plus de 4 900 Ha.

Sur le plan financier, les résultats de l'année 2017 font ressortir un total de bilan de 86 milliards d'Ouguiya (MRO), et un résultat positif de 735 millions d'Ouguiyas.

En terme de perspectives, la CDD entend consolider son action dans la conduite de ses axes d'intervention tels que déclinés plus haut tout en respectant les normes prudentielles requises en la matière. Elle s'emploiera, également, à œuvrer plus dans la voie du soutien aux initiatives en matière de transformations industrielles porteuses de valeur ajoutée pour l'économie et à poursuivre son rôle d'investisseur au service de l'intérêt général au moyen de l'accompagnement de projets structurants en phase avec les priorités de développement économique et social du pays.

**Mohamadou Youssouf DIAGANA**

## Contexte économique du pays

En 2017, l'économie nationale a été marquée par une amélioration du taux de croissance par rapport à celui de 2016, en effet l'activité économique a enregistré en 2017, une croissance du PIB réel de 3,4%<sup>1</sup> contre 1,8%<sup>1</sup> en 2016, en dépit de la baisse des activités des industries extractives (-6,9%)<sup>1</sup>. La croissance a été tirée essentiellement par l'agriculture (+10%)<sup>1</sup>, l'activité de l'élevage (+2%)<sup>1</sup>, et l'activité manufacturière (+8%)<sup>1</sup>. Quant à l'activité pétrolière, elle a poursuivi sa tendance baissière depuis quelques années (-28%)<sup>1</sup>.

En matière d'évolution des prix, la progression de l'indice national des prix à la consommation (INPC) s'est limitée à 1,2%<sup>1</sup> en glissement annuel, en raison des mesures prises par les pouvoirs publics visant à atténuer la hausse des prix de produits de première nécessité. En moyenne annuelle, l'inflation est ressortie à 2,3%<sup>1</sup> en 2017 contre 1,5%<sup>1</sup> en 2016.

S'agissant du commerce extérieur, le déficit commercial a reculé de 24%<sup>1</sup> par rapport à 2016, pour s'établir à 133,1 milliards MRO. Cette amélioration du solde commercial s'explique essentiellement, par la hausse des recettes d'exportation. Le solde des transactions courantes a augmenté de 2,5%<sup>1</sup> pour se situer à 254,1 milliards MRO contre 247,9 milliards MRO en 2016.

Au niveau de l'emploi, le taux de chômage global s'élève à 11,8% selon l'Enquête Nationale de l'Emploi et le Secteur Informel (ENE/SI), publiée en 2017. Cependant, le marché du travail connaît encore quelques défis structurels; le secteur informel reste en effet prépondérant, puisqu'il emploie 91,1% des actifs du secteur privé non agricole. La part d'emploi précaire (20,1%) s'avère, elle aussi, assez importante.

En matière de développement du secteur privé, plusieurs réformes ont été engagées récemment dont en particulier la simplification des procédures et la baisse du coût de création d'une entreprise, la gratuité de l'identifiant fiscal, l'informatisation du registre du commerce et la simplification des procédures d'obtention d'un certificat d'investissement.

Dans ce contexte, et en tant qu'investisseur institutionnel ayant des ressources longues, la CDD compte poursuivre son action visant à appuyer le développement économique et social du pays à travers le financement du secteur privé et l'investissement dans les projets d'intérêt général.

---

<sup>1</sup> Banque Centrale de Mauritanie, Bulletin 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 (données provisoires)

## Présentation de la CDD

## Profil de la CDD

La CDD est un investisseur à court, moyen et long termes au service de l'intérêt général en appui des politiques publiques et qui peut exercer des activités concurrentielles.

Elle est chargée, à travers ses directions opérationnelles de :

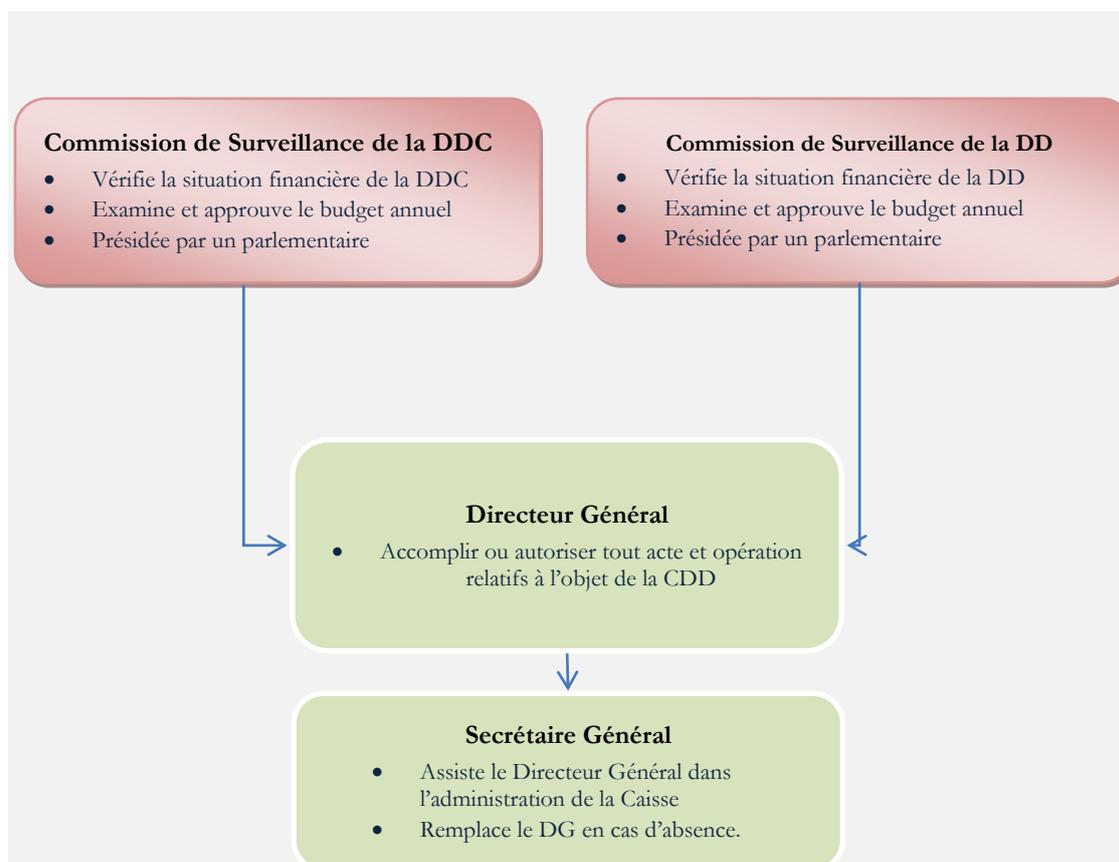
- ☞ Gérer les dépôts des clients ;
- ☞ Octroyer des crédits et développer notamment le microcrédit dans les secteurs non couverts par des organismes publics ou privés ;
- ☞ Octroyer des garanties aux bailleurs de fonds sur certains projets identifiés ;
- ☞ Emprunter sur le marché et prendre des mesures de couverture de risque ;
- ☞ Gérer les mandats donnés par les clients ;
- ☞ Appuyer les politiques de développement décentralisé ;
- ☞ Appuyer les politiques sociales dans les domaines, notamment : de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de l'habitat social et de la petite et moyenne entreprise.

### Direction des Dépôts et Consignations

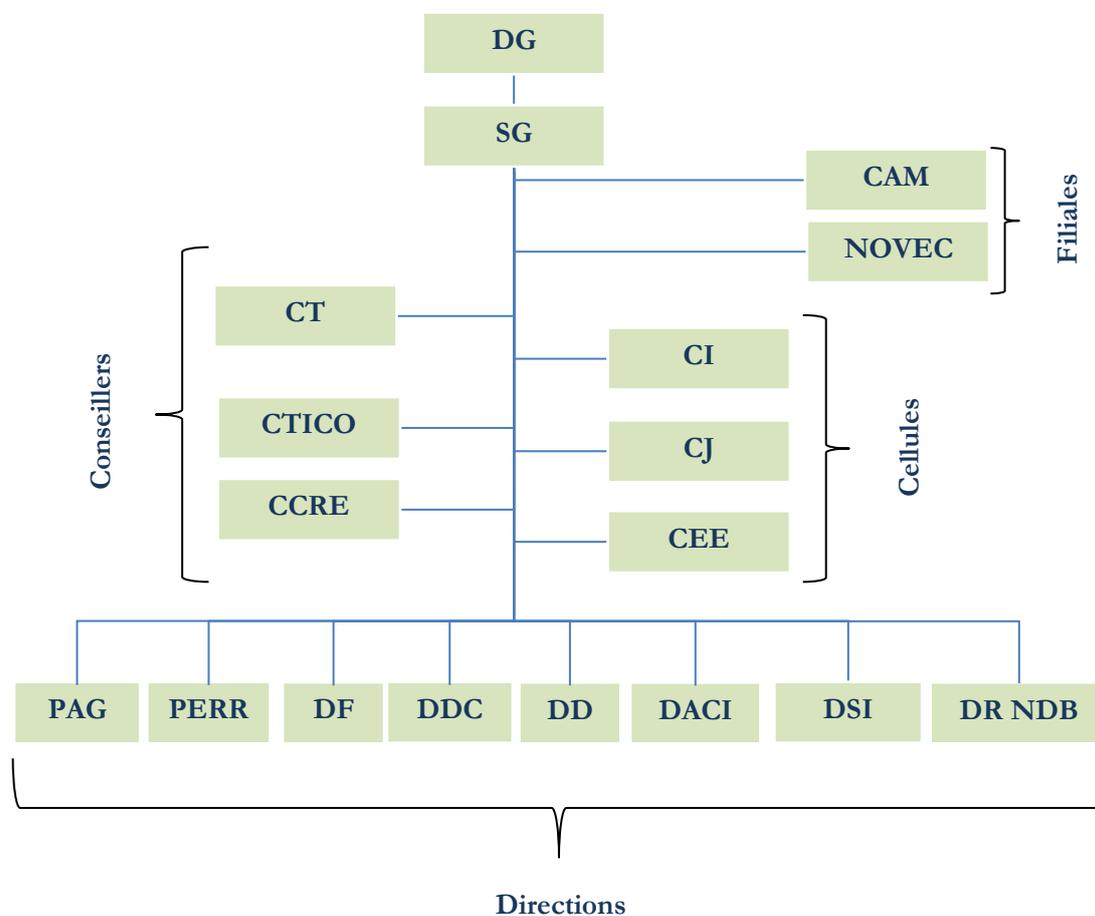
- ☞ Gérer les dépôts des clients ;
- ☞ Recevoir les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements ;
- ☞ Assurer les services relatifs aux caisses ou aux fonds dont la gestion lui a été confiée ;
- ☞ Effectuer des opérations de banque (à moyen et court termes) ;
- ☞ Emprunter sur le marché et prendre des mesures de couverture de risque ;
- ☞ Investir et gérer pour compte propre ses propres deniers.

### Direction du Développement

- ☞ Aider au développement de la Mauritanie en facilitant l'investissement de capitaux consacrés à des fins productives ;
- ☞ Utiliser les ressources à sa disposition pour financer des projets et programmes d'investissement qui tendent au développement économique et social de la Mauritanie ;
- ☞ Mobiliser et augmenter les ressources destinées au financement des projets et programmes d'investissement.



## Organigramme de la CDD



DG : **Direction Générale**

SG : **Secrétariat Général**

CCRE : Conseiller chargé des affaires du cabinet et des relations extérieures

CTICO : Conseiller technique chargé de l'organisation et des TIC

CT : Conseiller technique

CEE : Cellule des études économiques

CI : Cellule Ingénierie

CJ : Cellule Juridique

CAM : Crédit Agricole de Mauritanie

DDC : Direction des dépôts et consignations

DD : Direction du développement

PERR : Pôle engagements, risques et recouvrement

PAG : Pôle d'administration générale

DACI : Département de l'audit et de contrôle interne

DF : Département financier

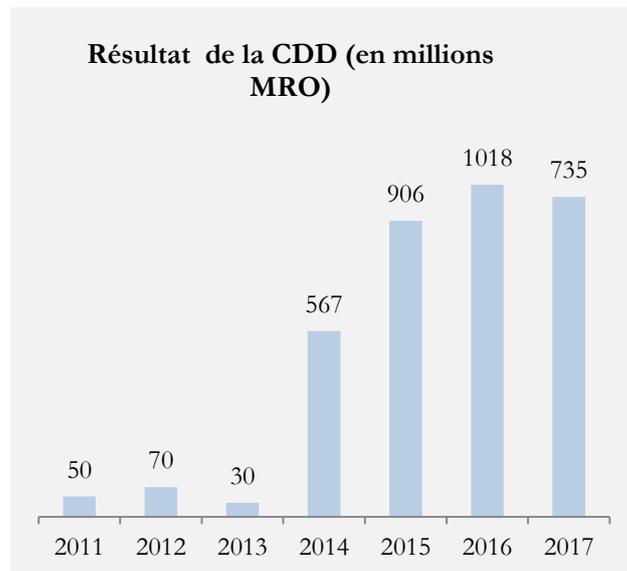
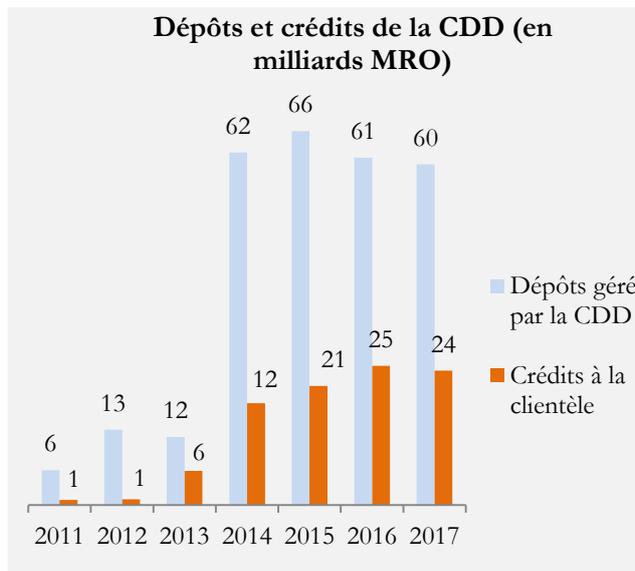
DSI : Département du système d'information

DR NDB : Direction régionale de Dakhlet

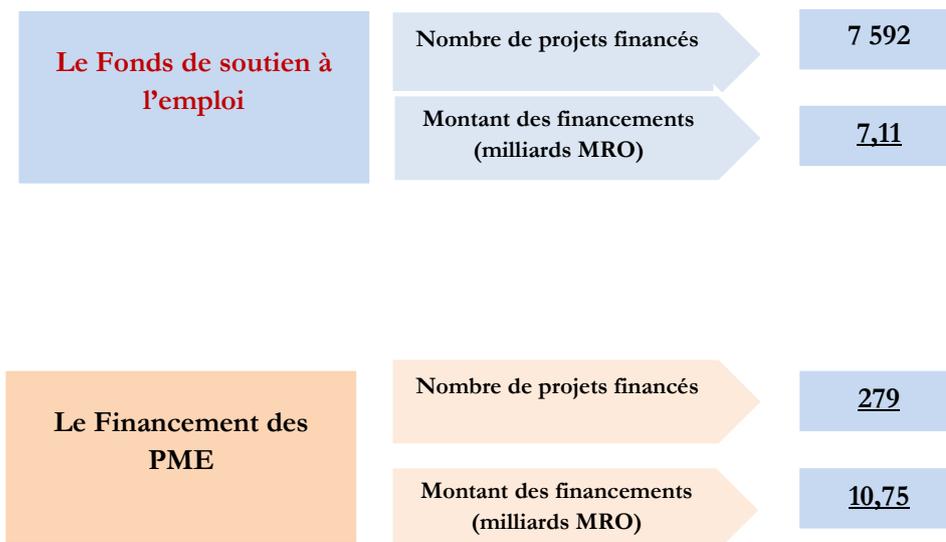
Nouadhibou

NOVEC Mie: Joint-venture avec NOVEC Maroc

## LA CDD en chiffres



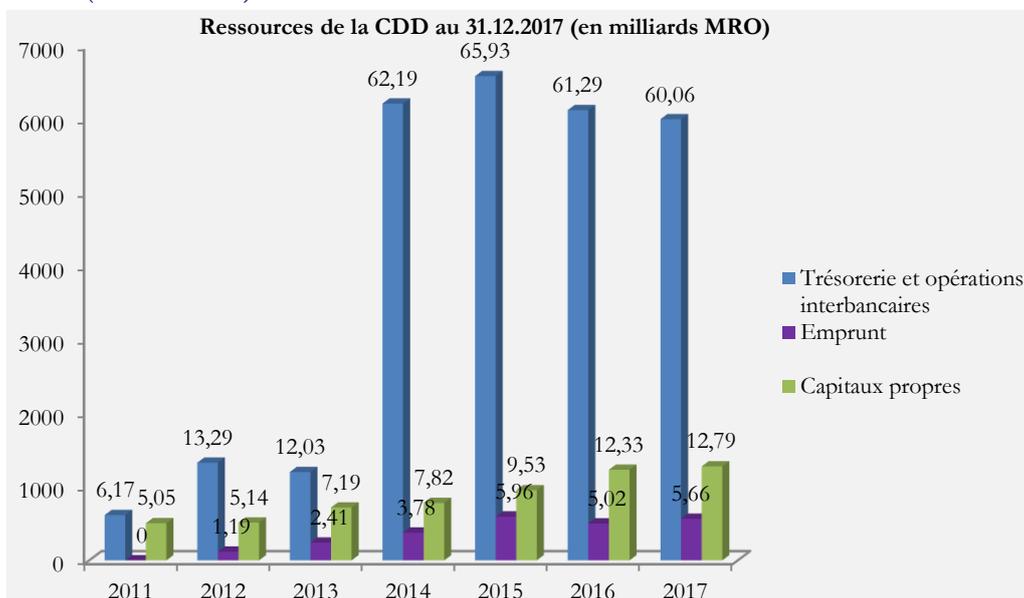
### Synthèse des financements accordés au secteur privé par la CDD



## Ressources de la CDD

Les ressources de la Caisse des Dépôts et de Développement sont constituées essentiellement des dépôts règlementés, des capitaux propres, d'emprunts, et des fonds destinés au financement des mandats de gestion confié par l'Etat.

Au 31.12.2017, les ressources à la disposition de la CDD ont atteint 78,506 milliards d'Ouguiya. Elles proviennent des dépôts règlementés (54,81 milliards), des capitaux propres (12,79 milliards), d'emprunts contractés auprès de bailleurs de fonds (5,66 milliards), des ressources destinées au financement du Fonds de Soutien à l'Emploi (4,28 milliards) et d'un dépôt à terme effectué par la Société de Gestion d'Electricité de Manantali (962 millions).



Pour mieux contribuer au financement de l'économie nationale, la Caisse mène un processus de mobilisation de financements extérieurs à partir des besoins identifiés dans les différents domaines d'activité économiques. Plusieurs requêtes de financement ont été adressées, aux partenaires techniques et financiers du pays dont notamment :

- ☞ Une requête de financement adressée à la BAD pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes du milieu rural ;
- ☞ Une requête adressée au FADES, faisant suite à la première ligne de crédit contractée en 2012 auprès de ce partenaire ;
- ☞ Une requête de financement à la BID portant financement d'un projet de valorisation de la production agricole des petits agriculteurs.

Par ailleurs, la CDD a mobilisé la première tranche de la ligne de crédit accordée par le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA) qui est d'un montant de 6 000 000 Dinars koweïtien, soit 6.7 milliards d'Ouguiya. Cette ligne est destinée à renforcer l'action de la CDD en matière d'appui au secteur privé à travers le financement de PME.

## Emplois de la CDD

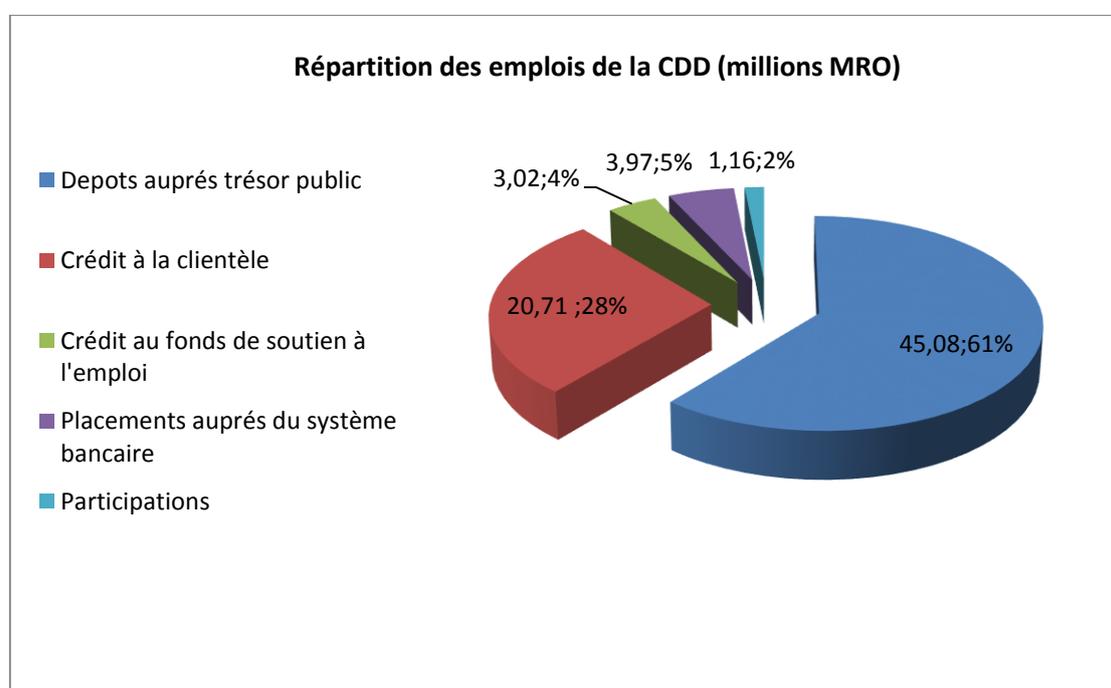
Le portefeuille de la Caisse comprend la gestion des placements, le financement des Petites et Moyennes Entreprises, le Fonds de Soutien à l'Emploi et l'appui aux structures publiques intervenant dans les différentes politiques sectorielles.

Le financement du secteur rural est assuré, depuis 2015, par une filiale dédiée à cet effet : le Crédit Agricole de Mauritanie (CAM-sa).

Au 31.12.2017, les principaux emplois sont composés de placements auprès du Trésor public (45,08 milliards), de crédits à la clientèle (20,71 milliards), des crédits dans le cadre des mandats de gestion confiés par l'Etat (3,02 milliards) et des placements auprès du système bancaire (3,97 milliards).

En plus de ces emplois, la CDD détient l'intégralité du capital du Crédit Agricole de Mauritanie (910 millions) et des titres de participation dans les capitaux des opérateurs publics de l'audiovisuel tels que la Télédiffusion de Mauritanie (100 millions), la Télévision de Mauritanie (50 millions) et la Radio de Mauritanie (50 millions).

La CDD est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% dans le capital de NOVEC Mauritanie qui est une joint-venture entre la CDD et NOVEC (filiale de la Caisse des Dépôts et de Gestion du Maroc).



## Financement du Secteur Privé

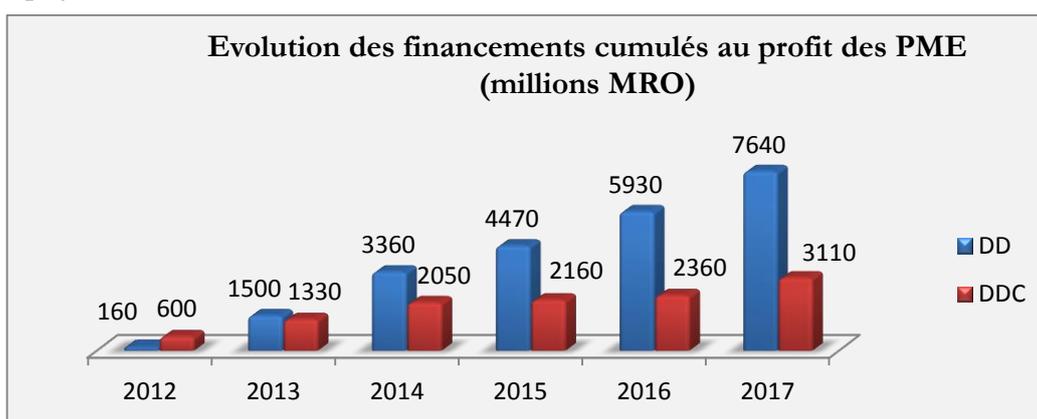
## Financement des PME

La Caisse des Dépôts et de Développement continue d'accorder une importance particulière au tissu des PME porteuses de projets à valeurs ajoutées. C'est ainsi, qu'elle a accordé en 2017, une enveloppe d'environ 2,50 milliards MRO au profit des Petites et Moyennes Entreprises.

Les financements ainsi accordés couvrent diverses filières d'activités dont l'industrie, le tourisme, la pêche, l'agriculture, le commerce et les services.

Financements accordés aux PME par secteur d'activité (en millions MRO)		
Secteur d'activité	Montant	%
Agriculture	980	9%
Bâtiment	800	7%
Commerce	1400	13%
Elevage	290	3%
Industrie	2240	21%
Pêche	1220	11%
Services	1700	16%
Tourisme	1400	13%
Transport	710	7%
<b>Total</b>	<b>10750</b>	<b>100%</b>

Sur les trois dernières années, le niveau des financements accordés aux PME a connu une évolution significative, passant ainsi de 5,410 milliards MRO en 2014 à 10,75 milliards d'Ouguiyas en 2017.



## Fonds de Soutien à l'Emploi

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) est un programme lancé par Son Excellence le Président de la République lors de sa visite à Nouadhibou en mars 2012 en réponse au problème de l'emploi en général, et celui des jeunes en particulier.

Sa gestion a été confiée à la CDD sous forme d'un mandat de gestion bâti sur des conventions signées, pour chaque wilaya, entre la CDD et l'Etat représenté par le Ministère des Finances

Les onze conventions couvrent une enveloppe de 8,25 milliards MRO destinés à financer : (i) les activités génératrices de revenus durables (AGRD), (ii) les diplômés chômeurs (DC) et (iii) les Très Petites Entreprises (TPE).

Au 31.12.2017, un portefeuille de 7 592 projets a été financé dans le cadre de ce programme, pour un montant total d'environ 7,11 milliards d'Ouguiya.

En 2017, tous les financements accordés dans le cadre de ce programme ont été réalisés à partir du recyclage des fonds recouverts.

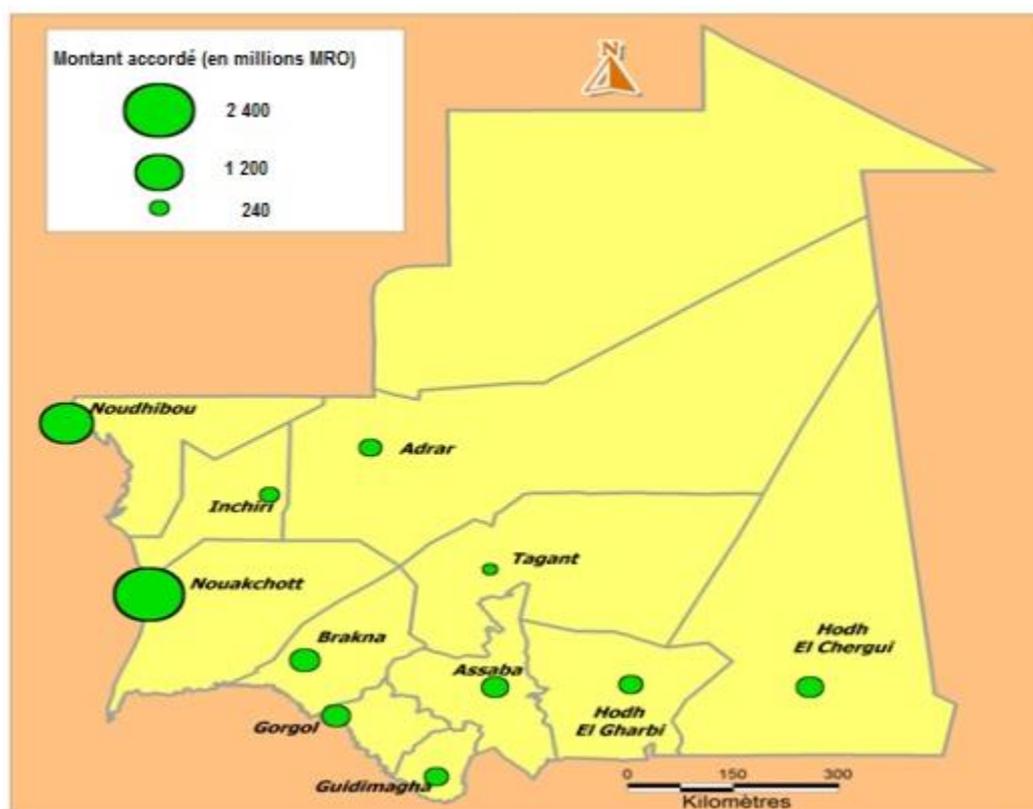
Wilaya	Montants des conventions MF/CDD (Millions MRO)
Adrar	250
Assaba	500
Brakna	500
Dakhlet NDB	1500
Gorgol	500
Guidimaka	500
Hodh Echarghi	500
Hodh Elgharbi	500
Inchiri	250
Nouakchott	3000
Tagant	250
<b>Total</b>	<b>8250</b>

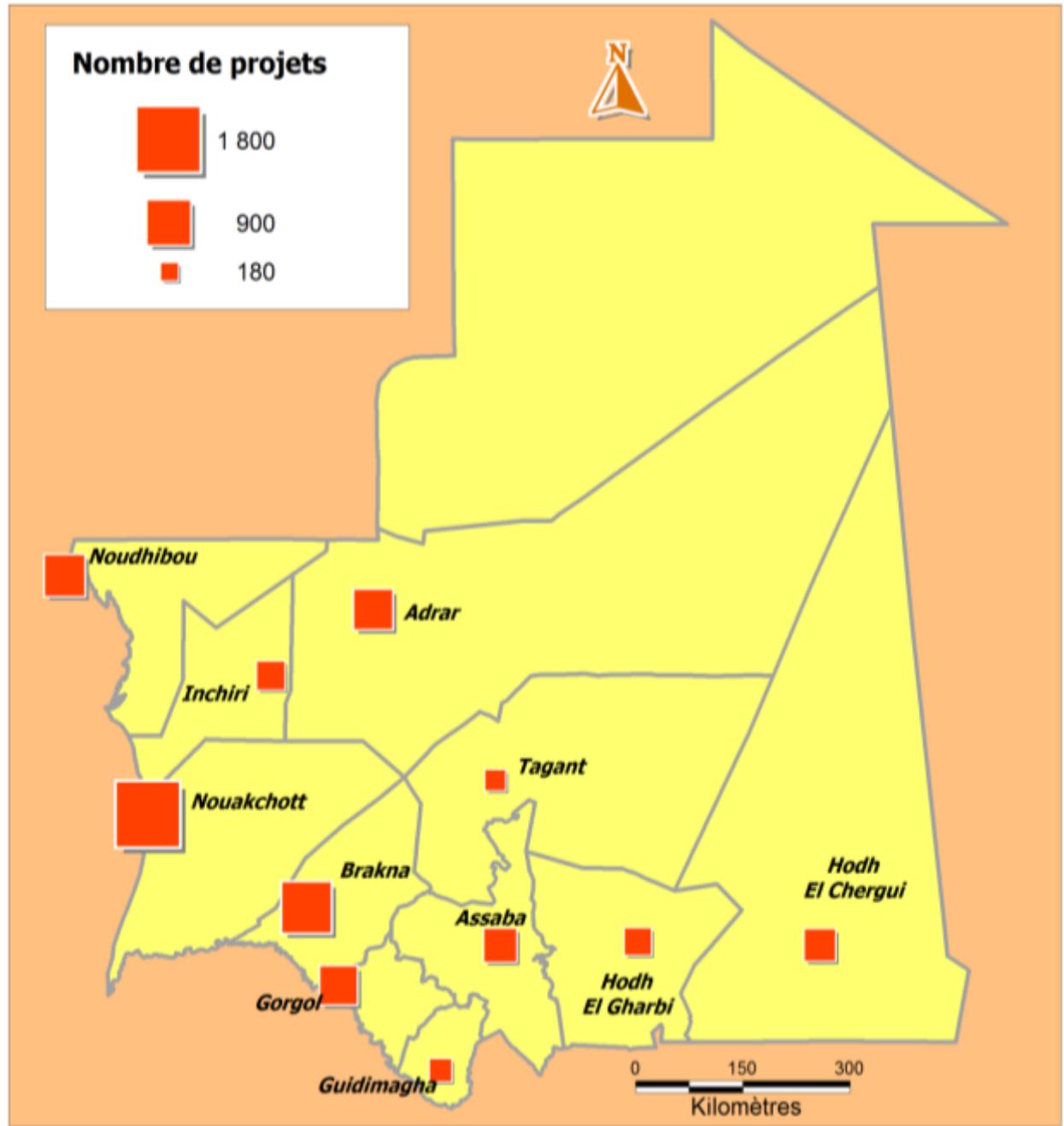
Synthèse des financements accordés dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi (situation au 31.12.2017)		
Wilaya	Nombre de dossiers	Montant Accordé (MRO)
Adrar	776	312 900 000
Assaba	540	422 100 000
Brakna	1 183	528 700 000
Dakhlet Nouadhibou	791	1 473 828 640
Gorgol	713	505 438 000
Guidimagha	282	346 174 000
Hodh Charghi	515	443 660 000
Hodh El Gharbi	366	350 200 000
Inchiri	415	223 300 000
Nouakchott	1 780	2 373 577 210
Tagant	231	136 243 000
<b>Total général</b>	<b>7 592</b>	<b>7 116 120 850</b>

Dans le cadre des financements FSE accordés, la CDD a privilégié certaines filières jugées prioritaires, et ce conformément à la vocation de chaque région d'intervention.

Répartition des financements accordés dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi par filière d'activité (en millions MRO)	
Filière d'activité	Montant accordé
Agriculture	818 083 510
Bâtiment	1 063 597 000
Commerce	2 524 097 700
Elevage	416 680 000
Pêche	568 331 200
Services	919 185 000
Tourisme	562 326 440
Transport	243 820 000
<b>Total</b>	<b>7 116 120 850</b>

### Montant de financements accordés dans le cadre du FSE au 31.12.2017



Nombre de projets financés dans le cadre du FSE au 31.12.2017

## Financement par secteurs d'activités

Les financements accordés dans le cadre de la promotion du secteur privé ont touché les principaux secteurs d'activités de l'économie nationale dont notamment :

### L'agriculture

Consciente du rôle que peut jouer le secteur rural dans le développement économique et social du pays et de sa capacité à créer des emplois, la Caisse a mis en place en 2015 une filiale dédiée au financement de l'agriculture dénommée Crédit Agricole de Mauritanie.

Au 31.12.2017, le CAM a accordé une enveloppe de 4,35 milliards d'Ouguiya pour le financement des campagnes agricoles.

Par ailleurs, la CDD continue à financer directement les entreprises qui agissent dans le secteur de l'agriculture suivant ses programmes généraux d'appui aux PME. L'enveloppe globale accordée par la Caisse aux PME agissant dans le secteur agricole s'élève à Un milliard d'Ouguiyas.

A titre d'exemple, la Caisse a procédé au financement des projets suivants :

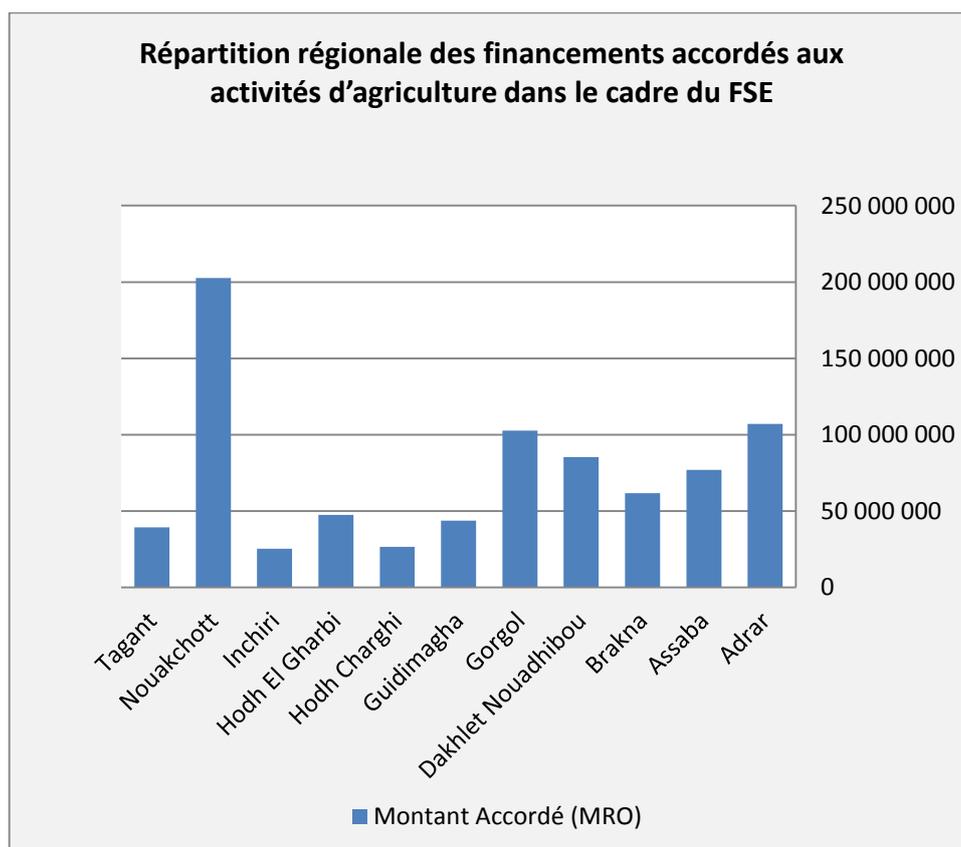
- Une usine de décorticage de paddy à Rosso ;
- Une ferme agricole à Rosso ;
- Une ferme agropastorale dans la commune de Djeol à Kaédi ;
- Une ferme d'exploitation des dattes du désert (Tooga) à Aleg.

D'autres activités essentiellement de maraichage et d'exploitation de palmiers ont été financées dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi, pour une enveloppe accordée d'environ 818 millions MRO.

Ci-dessous la répartition régionale des financements accordés aux activités d'agriculture dans le cadre du Fonds de soutien à l'Emploi.



Répartition régionale des financements accordés aux activités d'agriculture dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi. Situation au 31.12.2017		
Wilaya	Nombre de dossiers	Montant accordé (MRO)
Adrar	195	107 050 000
Assaba	108	76 900 000
Brakna	142	61 750 000
Dakhlet Nouadhibou	59	85 317 000
Gorgol	109	102 580 000
Guidimagha	42	43 670 000
Hodh Charghi	46	26 500 000
Hodh El Gharbi	58	47 400 000
Inchiri	39	25 200 000
Nouakchott	141	202 623 510
Tagant	66	39 393 000
<b>Total</b>	<b>1 005</b>	<b>818 083 510</b>



## Les métiers du bâtiment

Le secteur du BTP est traditionnellement l'un des secteurs porteurs de croissance économique et qui absorbe une partie considérable de la main d'œuvre, en particulier au sein de la jeunesse. Son développement est un facteur déterminant pour faciliter l'accès au logement décent et aux infrastructures de base dans le pays.

C'est dans le cadre de la promotion de ce secteur que la CDD a accordé plus de 800 millions d'Ouguiyas de financements à des PME travaillant dans les divers métiers du bâtiment.

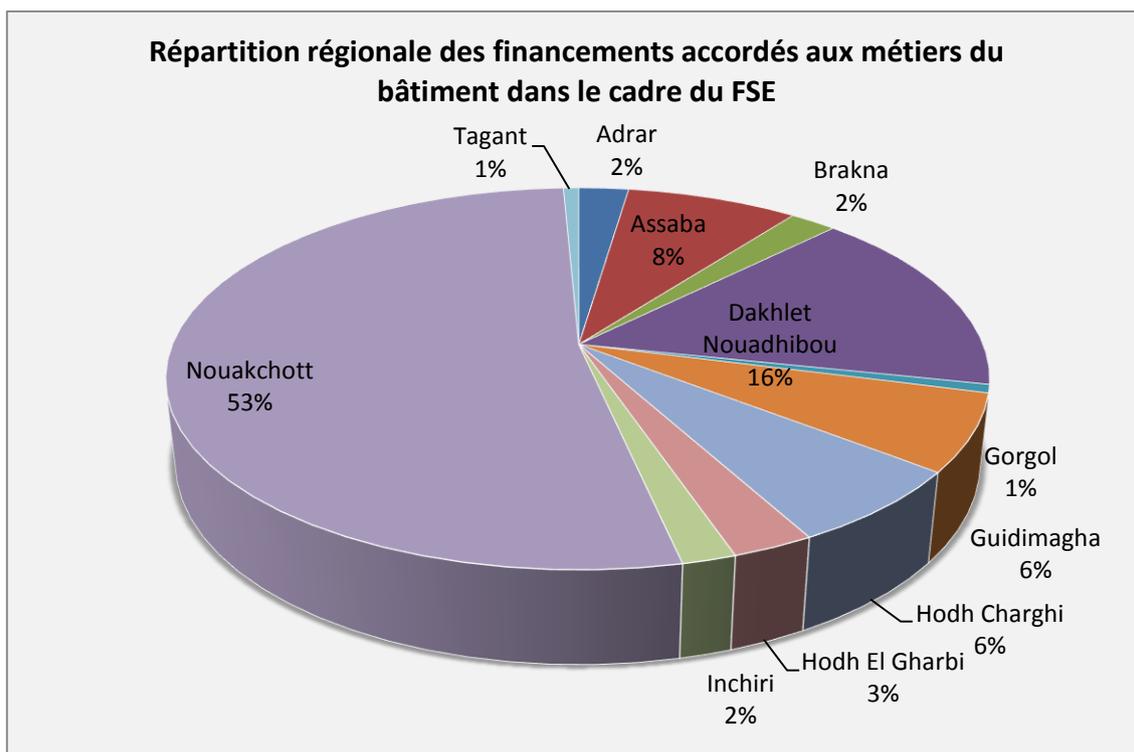
A titre d'exemple, la CDD a procédé au financement des projets suivants :

- Projet de construction d'hôtel ;
- Acquisition d'une brigade des travaux publics;
- Projet de fabrication de briques et pavées en terre compressée;
- Renouvellement du parc véhicule d'une société de travaux public;
- Projet de construction de logements;
- Projet d'insertion de 150 diplômés chômeurs regroupé en 15 GIE spécialisé dans le domaine des travaux publics.



D'autres activités liées aux métiers du bâtiment ont été financées au niveau des régions dans le cadre du FSE dont notamment des briqueteries, des ateliers de peinture et de menuiserie pour une enveloppe globale de 1,06 milliards d'Ouguiyas.

Répartition régionale des financements accordés aux métiers du bâtiment dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi. Situation au 31.12.2017		
Wilaya	Nombre de dossiers	Montant Accordé (MRO)
Adrar	49	24 600 000
Assaba	66	84 900 000
Brakna	39	23 100 000
Dakhlet Nouadhibou	163	169 037 000
Gorgol	9	7 400 000
Guidimagha	32	69 500 000
Hodh Charghi	32	69 200 000
Hodh El Gharbi	26	29 200 000
Inchiri	40	19 150 000
Nouakchott	228	560 310 000
Tagant	7	7 600 000
<b>Total</b>	<b>691</b>	<b>1 063 597 000</b>



## Commerce et services

La Caisse, soucieuse du développement urbain du pays, a inscrit la promotion et le développement des infrastructures de commerce et de services comme axe majeur dans son intervention auprès des PME. Cet engagement fait suite au constat que dans les grands centres urbains du pays, qui abritent une majorité des citoyens, la demande sur les services de qualité et sur le commerce de proximité est de plus en plus forte. Les infrastructures nécessaires à la mise en place de tels services mériteraient d'être renforcées et développées davantage pour contribuer à un développement harmonieux et intégré des villes.

C'est ainsi que la CDD a accordé une enveloppe de plus de 3,1 milliards MRO au profit du secteur du commerce et services :

A titre d'illustration :

- Projets de construction et d'équipement de centres commerciaux ;
- Equipement de cabinets médicaux ;
- Equipement de centres de loisirs;
- Equipement d'institutions scolaires.

En plus de l'enveloppe citée ci-haut, d'autres activités ayant un caractère plus rapproché des citoyens, ont été financées dans les



régions dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi pour une enveloppe de 3,4 milliards.

<b>Répartition régionale des financements accordés aux secteurs du commerce et des services dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi. Situation au 31.12.2017</b>		
<b>Wilaya</b>	<b>Nombre de dossiers</b>	<b>Montant Accordé (MRO)</b>
Adrar	423	122 800 000
Assaba	227	150 700 000
Brakna	878	376 500 000
Dakhlet Nouadhibou	322	445 017 000
Gorgol	485	304 058 000
Guidimagha	165	177 164 000
Hodh Charghi	240	179 130 000
Hodh El Gharbi	215	206 300 000
Inchiri	287	136 850 000
Nouakchott	1 199	1 301 413 700
Tagant	103	54 550 000
<b>Total</b>	<b>4 544</b>	<b>3 443 282 700</b>

## L'élevage

L'élevage occupe une place centrale dans l'économie nationale et contribue significativement à la création de richesse du pays.

La CDD a accordé une enveloppe globale d'environ 290 millions d'Ouguiyas au secteur de l'élevage, dont 178 millions pour le développement de la filière avicole dans les centres urbains. En effet, la CDD a inscrit son intervention en faveur de la filière avicole dans une logique de contribution aux efforts des pouvoirs publics pour la mise en place d'une filière performante en mesure d'approvisionner le marché en viande de volaille, de réduire les importations avicoles et en conséquence une économie de devise.



L'enveloppe accordée spécifiquement au secteur de l'élevage dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi s'élève à 416 millions MRO et se répartit comme suit :

Répartition régionale des financements accordés au secteur de l'élevage dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi. Situation au 31.12.2017						
Wilaya	Elevage traditionnel		Aviculture		Total Elevage	
	Nombre de dossiers	Montant Accordé (MRO)	Nombre de dossiers	Montant Accordé (MRO)	Nombre de dossiers	Montant Accordé (MRO)
Adrar	59	24 650 000	6	5 600 000	65	30 250 000
Assaba	62	49 000 000	9	6 200 000	71	55 200 000
Brakna	24	13 800 000	4	3 600 000	28	17 400 000
Dakhlet Nouadhibou	3	4 500 000	5	8 000 000	8	12 500 000
Gorgol	52	38 500 000	5	7 000 000	57	45 500 000
Guidimagha	12	16 500 000	4	5 600 000	16	22 100 000
Hodh Charghi	128	114 000 000	18	11 930 000	146	125 930 000
Hodh El Gharbi	22	21 200 000	10	15 800 000	32	37 000 000
Inchiri	10	4 100 000	12	14 650 000	22	18 750 000
Nouakchott	4	12 000 000	8	18 000 000	12	30 000 000
Tagant	28	16 150 000	7	5 900 000	35	22 050 000
<b>Total</b>	<b>404</b>	<b>314 400 000</b>	<b>88</b>	<b>102 280 000</b>	<b>492</b>	<b>416 680 000</b>

## L'industrie

La promotion des industries manufacturières constitue une priorité pour les pouvoirs publics. A cet effet, la CDD s'est investie dans le développement des infrastructures industrielles en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs assignés aux politiques publiques et d'éclosion de petites industries.

Au total, une enveloppe de plus de 2,24 milliards d'Ouguiya a été accordée pour le financement des projets à caractère industriel.

A titre d'exemple, la CDD a procédé au financement des projets suivants :

- Usine d'aliments de bétail à Timbedra ;
- Mise en place d'une usine de fabrication de couches hygiéniques à Nouakchott ;
- Usine de traitement de poissons par l'intégration d'une activité de cuisson à Nouadhibou;
- Usine de production de fer à béton à Chami;
- Construction de deux silos de stockage du blé dur à Nouakchott ;
- Unité de fabrication des capsules et de boîtiers en plastique à Nouakchott.



## La pêche

L'action de la Caisse envers le secteur de la pêche a visé la consolidation de sa contribution comme vecteur d'insertion sociale particulièrement intense en main d'œuvre peu qualifiée qui pèse lourd sur la situation économique et sociale à Nouakchott et à Nouadhibou.

Le secteur de la pêche est l'un des premiers bénéficiaires du FSE. Ses financements avaient pour objectifs de promouvoir l'emploi des jeunes déjà dans le secteur de la pêche artisanale tout en améliorant leurs outils de production et la commercialisation des produits de mer.

L'enveloppe globale accordée au secteur de la pêche dans le cadre des financements des PME, s'élève, au 31.12.2017, à 1,22 milliards MRO.

A cet effet, la CDD a financé, entre autres, les projets suivants :

- Des usines de traitement et de conditionnement de poissons ;
- Equipement des embarcations de pêche artisanal ;
- Ouverture d'un atelier spécialisé dans l'entretien et la réparation navale;

Concernant le Fonds de Soutien à l'Emploi, l'enveloppe accordée au secteur de la pêche a atteint 568 millions MRO, accordée essentiellement à Nouadhibou.



Répartition régionale des financements accordés au secteur de la pêche artisanale dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi. Situation au 31.12.2017		
Wilaya	Nombre de dossiers	Montant Accordé (MRO)
Dakhlet Nouadhibou	146	553 530 120
Gorgol	6	3 400 000
Nouakchott	8	11 400 000
<b>Total</b>	<b>160</b>	<b>568 331 200</b>

## Accompagnement des politiques publiques

L'accompagnement des politiques publiques rentre dans le cadre des missions principales de la Caisse. Les priorités dans ce domaine sont fixées en étroite collaboration avec les acteurs de l'action gouvernementale. C'est ainsi que les actions suivantes ont été réalisées :

### ☞ Promotion du logement social

La CDD poursuit ses efforts dans le cadre de la promotion du logement social à travers les projets suivants :

- Le projet de construction de 600 logements de Zouerate : les travaux de constructions sont en phase de réception et en conséquence un dispositif pour la commercialisation de ces logements a été mis en place dont notamment la création d'une structure dédiée à cette opération.
- Le projet de construction de 1159 logements sociaux à Nouadhibou : il s'agit d'un projet piloté par l'agence TADAMOUN et dont la gestion financière est tenue par la Caisse, dans la cadre d'une convention de partenariat entre ces deux institutions.



### ☞ Insertion de 150 diplômés chômeurs

Dans le cadre du projet de construction des 600 logements de Zouerate, la CDD en partenariat avec le Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication (MEFPTIC) et ISKAN a mis en place un programme « stage d'apprentissage sur les métiers du BTP » d'une durée de 18 mois au profit de 150 diplômés chômeurs.

Au terme de ce stage, les diplômés chômeurs ont été regroupés en 10 GIE BTP légalement constitués, en vue d'en assurer un accompagnement approprié en matière de financement et d'encadrement, qui s'est matérialisé par l'octroi de cautions de marchés et des facilités de caisse ainsi que l'initiation à la gestion de projets, et ce, en partenariat avec le CMAP.

En outre, pour accompagner certains opérateurs parapublics dans la réalisation de programmes d'intérêt public, la CDD intervient à travers des facilités et des concours bancaires. C'est le cas, à titre d'illustration, des concours apportés à l'ATTM pour renforcer ses capacités à réaliser les grands projets et programmes de l'Etat en matière d'infrastructures.

## Activités des filiales

### Crédit Agricole de Mauritanie

Pour promouvoir le secteur agricole, assurer son financement et accompagner son développement en lui permettant de jouer pleinement son rôle dans le développement social et économique du pays, la CDD a mis en place en 2015 une filiale de la Caisse dénommé Crédit Agricole de Mauritanie (CAM-sa) basée à Rosso.

Au cours de l'année 2017, le CAM a financé, 174 dossiers pour une enveloppe de 744 millions MRO, ce qui a permis la mise en valeur de plus de 4.900 ha. Le tableau ci-après présente la répartition de ces financements par nature de client et zone d'intervention.

Agences	Montant (en milliers MRO)			
	Privés	Coopératives	Diplômés	Total
Rosso	120 062	186 032	56 765	362 859
Kaédi	-	305 134	-	305 134
Boghé	-	76 260	-	76 260
Total	120 062	567 426	56 765	744 253

L'activité du CAM au cours de l'exercice 2017 a été marquée par :

- ☞ **Le financement de la campagne de contre saison :** au cours de cette campagne, 75 dossiers de financement ont été accordés pour une enveloppe globale de 266 millions d'Ouguiyas, se rapportant à la mise en valeur d'une superficie de 1 743 ha ;
- ☞ **Le financement de la campagne hivernale :** pour cette campagne, 3 157 ha sont mis en valeur à travers le financement de 99 dossiers pour un montant total de 478 millions d'Ouguiyas ;
- ☞ **La gestion du matériel agricole :** il s'agit d'un lot de matériel agricole composé de 50 brigades, dont la gestion a été assurée par le CAM, en tant que filiale spécialisée. Au 31/12/2017, 43 brigades ont été cédées aux agriculteurs, conformément aux conditions définies par les Autorités.

## NOVEC-Mauritanie

Le partenariat entre la Caisse des Dépôts et de Développement et le bureau NOVEC (filiale de la CDG Maroc), visant à établir une coopération stratégique de long terme pour le développement des activités d'études, de conseil et d'ingénierie en Mauritanie, s'est concrétisé par la création de la société NOVEC-Mauritanie en 2014; le capital de la société est détenu à 51% par la CDD et à 49% par le bureau NOVEC.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette nouvelle société, les engagements des deux parties se présentent comme suit :

- ☞ NOVEC s'engage à apporter l'expertise, les références et les moyens humains nécessaires pour une réalisation optimale des projets;
- ☞ La CDD, quant à elle, s'engage à apporter la connaissance du marché, le carnet d'adresses et les sources d'informations locales et sous régionales pour le développement du carnet de commande du bureau d'études.

En 2017, NOVEC-Mauritanie continue à prospecter le marché local, des perspectives sont à l'horizon dans plusieurs secteurs d'activité (Agriculture, Habitat, Environnement, Aménagement Urbain etc.).

Par ailleurs, NOVEC-Mauritanie continue le suivi des travaux de génie civil de l'usine des dattes à Atar ainsi que la réception et l'installation des équipements de froids de l'usine.



Usine des Dattes d'Atar (TOUMOUR De Mauritanie)

## Fonds de Refinancement des Institutions de Microfinance

En 2016, Il a été créé au sein de la CDD, un Fonds de Refinancement des Institutions de Microfinance sous forme d'établissement de crédit dénommé FOREMI.

L'objectif global du FOREMI est de promouvoir durablement un financement adapté aux besoins des institutions de microfinance (IMF) et, par delà, aux bénéficiaires finaux.

Les interventions de ce fonds portent en particulier sur :

- ☞ La centralisation de la gestion des lignes de crédits et de toutes autres ressources orientées vers le financement de la microfinance;
- ☞ La mobilisation des ressources nécessaires au développement du secteur de la microfinance, auprès des partenaires traditionnels et de toutes autres sources de financement adapté;
- ☞ L'instauration d'un cadre de gestion cohérent des interventions des partenaires en faveur de la microfinance;
- ☞ Le financement et le refinancement des IMF au service du développement et de la diversification de l'offre de la microfinance;
- ☞ Le renforcement des capacités des IMF.

L'administration et la gestion du fonds sont assurées par un comité de crédit et une unité de gestion. Les approbations et adoptions des textes et rapports du fonds sont du ressort du dispositif institutionnel de la CDD.

Le FOREMI a commencé ses activités en 2017 par la désignation de son coordinateur et l'engagement du processus de recrutement d'un bureau qui sera chargé de l'assistance technique du Fonds.

## Coopération et partenariat

La CDD a participé du 10 au 13 mai 2017 à Rabat à l'assemblée générale constitutive du réseau des Investisseurs Africains pour le changement climatique. Le réseau est constitué des investisseurs institutionnels africains et des institutions financières; sa création s'est concrétisé le 15 Novembre 2016 par la la signature d'un mémorandum par six Directeurs Généraux des Caisses de Dépôts (Gabon, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Tunisie, France), le Directeur de l'Agence Française de Développement, le Président Directeur Général de la banque ATTIJARI WAFA Bank et le Président du Fonds Africa 50 (Groupe BAD).

La Caisse a pris part également du 20 au 22 septembre 2017 à Rome (Italie) aux travaux du 4<sup>ème</sup> Forum Mondial des Caisses de Dépôt. La thématique principale de la rencontre était axée sur le rôle des Caisses de Dépôts en faveur d'une économie sobre et bas carbone. Ce forum a été marqué par la signature d'une Déclaration conjointe sur la lutte contre le changement climatique.



En marge du forum, une convention de coopération a été signée entre la Caisse des Dépôts et de Développement (CDD) et la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG). Cette convention porte sur le renforcement du partenariat entre les deux institutions notamment des échanges techniques dans différents domaines d'intérêt commun.



## Zoom sur des projets financés

## Equipement d'une clinique

### Objectifs du projet :

Le financement de ce projet vise à améliorer l'état de santé des populations par l'accès à une prise en charge sanitaire de qualité.

Le projet contribue au développement du secteur de la Santé dans les quartiers périphériques de Nouakchott. Il vise également à limiter l'affluence sur les hôpitaux nationaux en offrant une alternative répondant aux exigences des patients en matière de qualité et de proximité des soins.

### Description du projet :

Le projet vise à accompagner le développement d'une clinique privée existante, en renforçant son plateau technique, par le financement de l'achat d'équipements médicaux (équipement de l'imagerie médicale et du laboratoire d'analyses biologiques etc. ...)

## Mise en place d'une usine de fabrication dans le domaine du sanitaire

### Objectifs du projet :

Le financement de ce projet rentre dans le cadre des orientations stratégiques de l'Etat visant à encourager le secteur privé et promouvoir les projets industriels qui peuvent avoir un impact considérable sur le chômage.

Il devra contribuer à satisfaire les besoins du marché local tout en diminuant les importations des couches hygiéniques.

### Description du projet :

Le projet consiste en la mise en place d'une usine de fabrication dans le domaine du sanitaire répondant aux exigences de qualité et d'hygiène

## **Renforcement des capacités d'une usine de traitement de poisson**

### **Objectifs du projet :**

Le projet s'inscrit parfaitement dans le cadre des orientations du gouvernement visant à promouvoir le secteur de la pêche vu sa capacité à absorber le chômage des jeunes. Egalement, ce projet contribue à améliorer la qualité des produits de pêche en assurant un traitement de qualité.

### **Description du projet :**

Le projet consiste à renforcer les capacités d'une usine de traitement de poisson à Nouadhibou par l'intégration d'une activité de cuisson, et ce, dans l'objectif de répondre à une demande de plus en plus importante sur le poisson cuit.

## **Fabrication et commercialisation des réserves d'eau**

### **Objectifs du projet**

L'objectif visé par le projet est d'encourager des entreprises innovatrices à occuper leurs places dans le tissu des PME nationales.

### **Description du projet :**

Le projet vise à mettre en place d'une unité de fabrication de réserves d'eau à partir du polyéthylène recyclable, ces réserves sont considéré comme une alternative aux cuves d'eau en métal ou en béton vu leurs capacités à résister à la corrosion et leurs durée de vie.

## **Extension d'une foire d'exposition de meubles et électroménagers**

### **Objectifs du projet :**

L'objectif à travers le financement de ce type de projet est de renforcer le niveau de compétitivité des PME qui constituent une véritable source d'emplois pour les jeunes. Le financement est accordé au profit d'un groupe de femmes, et ce, dans l'objectif d'encourager l'entrepreneuriat féminin.

### **Description du projet :**

le projet consiste en l'extension d'une foire spécialisée en vente de meubles et de matériels électroménagers.

## Mise en place d'une briqueterie moderne

### Objectifs du projet

Ce projet est financé dans le cadre du Fonds de soutien à l'emploi ; il a pour objectif d'accompagner le développement du secteur de BTP à travers la promotion du commerce de matériaux de construction.

Le financement de ce projet vise à mettre à disposition des clients, des produits de qualité répondant aux normes en matière de dosage, de malaxage et de séchage.

### Description du projet :

Le financement de ce projet a servi à mettre en place une briqueterie produisant le parpaing et le pavé en béton utilisé dans le domaine de la construction. Ce financement permettra au promoteur l'acquisition du matériel de malaxage et de moulage ainsi que le matériel nécessaire au séchage des produits en béton.

## Mise en place d'une boucherie moderne

### Objectifs du projet

L'objectif visé à travers le financement de cette catégorie de très petites entreprises est de stimuler l'esprit d'entreprise et d'améliorer la compétitivité des TPE.

Ce projet, financé dans le cadre du Fonds de soutien à l'emploi, vise également à mettre à la disposition des clients des produits de qualité, répondant aux normes requises en matière d'hygiène.

### Description du projet :

Le projet consiste en l'acquisition d'équipements nécessaires à la mise en place d'une boucherie afin de venir aux besoins des ménages en matière de viandes et légumes.

Le financement de ce projet rentre dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi.

# Rapport Financier

## 1. Budget

Les prévisions budgétaires des charges, des investissements et des produits de la CDD pour l'exercice 2017 approuvées par les commissions de surveillance ont été globalement conformes aux objectifs fixés, avec une maîtrise raisonnable des charges. Ces prévisions font ressortir des taux d'exécution de 92% pour les charges globales, 52% pour les équipements. Quant au produit, le taux d'exécution s'élève à 93%.

### Synthèse de l'exécution du budget de l'année 2017(en milliers MRO)

Rubrique	Prévision 2017	Exécution 2017	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
Total général des charges	2 460 790	2 275 981	- 184 809	92%
Total général des produits	3 231 400	3 011 153	- 220 247	93%
Différence (Produits– Charges)	770 610	735 172	- 35 438	95%
Total équipement	33 500	17 386	- 16 114	52%

### 1.1. Les Charges

Le taux de réalisation des charges est de 92%, soit 2 276 millions. Des économies ont été réalisées sur les rubriques des charges d'exploitation comme suit :

- Charges liées à l'investissement : 7,859 millions ;
- Frais financiers : 35,510 millions ;
- Charges liées à l'activité : 40,336 millions ;
- Charges et pertes diverses : 5,880 millions ;
- Frais du personnel : 76,734 millions ;
- Charges non décaissables : 21,782 millions

Les économies réalisées sur les charges s'élèvent à 188 millions. En revanche, les impôts, taxes et versements assimilés ont connu une légère augmentation de 3,3 millions d'Ouguiya.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2017 au niveau des charges.

## Etat d'exécution du budget 2017 – Charges (en Milliers MRO)

Rubriques	Prévision 2017	Exécution 2017( chiffres en Milliers MRO)		
		Exécution. 31/12/2017	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
<b>CHARGES LIÉES A L'INVESTISSEMENT</b>	<b>58 100</b>	<b>50 241</b>	<b>-7 859</b>	<b>86%</b>
<b>Loyers et charges locatives</b>	<b>40 000</b>	<b>34 667</b>	<b>-5 333</b>	<b>87%</b>
<i>Loyers</i>	<i>40 000</i>	<i>34 667</i>	<i>-5 333</i>	<i>87%</i>
<b>Travaux d'entretiens et de réparations</b>	<b>12 600</b>	<b>12 511</b>	<b>-89</b>	<b>99%</b>
<i>Entretien et réparation des locaux</i>	<i>11 000</i>	<i>11 054</i>	<i>54</i>	<i>100%</i>
<i>Entretien et réparation véhicules</i>	<i>1 600</i>	<i>1 457</i>	<i>-143</i>	<i>91%</i>
<b>documentation et abonnements</b>	<b>1 200</b>	<b>1 350</b>	<b>150</b>	<b>112%</b>
<b>Primes d'assurance</b>	<b>300</b>	<b>163</b>	<b>-137</b>	<b>54%</b>
<i>Autres assurances</i>	<i>300</i>	<i>163</i>	<i>-137</i>	<i>54%</i>
<b>Frais de séminaires-colloques-conférences</b>	<b>4 000</b>	<b>1 550</b>	<b>-2 450</b>	<b>39%</b>
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>271 500</b>	<b>235 990</b>	<b>-35 510</b>	<b>87%</b>
<b>Intérêts</b>	<b>270 000</b>	<b>234 815</b>	<b>-35 185</b>	<b>87%</b>
<i>Intérêts servis sur les DAT</i>	<i>70 000</i>	<i>43 015</i>	<i>-26 985</i>	<i>61%</i>
<i>Autres intérêts (Emprunt FADES, FK et BAD)</i>	<i>200 000</i>	<i>191 800</i>	<i>-8 200</i>	<i>96%</i>
<b>Commissions</b>	<b>1 500</b>	<b>1 175</b>	<b>-325</b>	<b>78%</b>
<b>CHARGES LIÉES A L'ACTIVITE</b>	<b>197 000</b>	<b>156 664</b>	<b>-40 336</b>	<b>80%</b>
<b>Déplacement, missions et réception</b>	<b>30 000</b>	<b>18 785</b>	<b>-11 215</b>	<b>63%</b>
<i>Voyages et déplacements</i>	<i>13 000</i>	<i>7 923</i>	<i>-5 077</i>	<i>61%</i>
<i>Missions</i>	<i>13 000</i>	<i>10 001</i>	<i>-2 999</i>	<i>77%</i>
<i>Frais de réception</i>	<i>4 000</i>	<i>861</i>	<i>-3 139</i>	<i>22%</i>
<b>Frais postaux et télécommunications</b>	<b>25 500</b>	<b>22 887</b>	<b>-2 613</b>	<b>90%</b>
<i>Frais de télécommunications</i>	<i>25 000</i>	<i>22 576</i>	<i>-2 424</i>	<i>90%</i>
<i>Autres frais postaux</i>	<i>500</i>	<i>311</i>	<i>-189</i>	<i>62%</i>
<b>Rémunération d'intermédiaires &amp; honoraires</b>	<b>78 500</b>	<b>70 515</b>	<b>-7 985</b>	<b>90%</b>
<i>Honoraires (Avocats, Conseils...etc)</i>	<i>25 000</i>	<i>21 775</i>	<i>-3 225</i>	<i>87%</i>
<i>Prestation externe de sécurité</i>	<i>14 000</i>	<i>12 593</i>	<i>-1 407</i>	<i>90%</i>
<i>actes et mutations</i>	<i>500</i>	<i>0</i>	<i>-500</i>	<i>0%</i>
<i>Assistance technique et autres</i>	<i>2 000</i>	<i>0</i>	<i>-2 000</i>	<i>0%</i>
<i>Prestation de service informatique</i>	<i>37 000</i>	<i>36 146</i>	<i>-854</i>	<i>98%</i>
<b>Publicité et Communications</b>	<b>6 000</b>	<b>2 476</b>	<b>-3 524</b>	<b>41%</b>
<b>Approvisionnements</b>	<b>42 000</b>	<b>31 402</b>	<b>-10 598</b>	<b>75%</b>
<i>Eau et électricité</i>	<i>26 000</i>	<i>21 117</i>	<i>-4 883</i>	<i>81%</i>
<i>Carburant et lubrifiants</i>	<i>7 000</i>	<i>4 824</i>	<i>-2 176</i>	<i>69%</i>
<i>Fournitures de bureaux et imprimés</i>	<i>5 000</i>	<i>2 515</i>	<i>-2 485</i>	<i>50%</i>
<i>Fournitures Informatiques</i>	<i>4 000</i>	<i>2 946</i>	<i>-1 054</i>	<i>74%</i>
<b>Autres charges liées à l'activité</b>	<b>15 000</b>	<b>10 600</b>	<b>-4 400</b>	<b>71%</b>
<i>Cotisations aux groupements professionnels</i>	<i>5 000</i>	<i>4 500</i>	<i>-500</i>	<i>90%</i>
<i>Jetons de présence</i>	<i>10 000</i>	<i>6 100</i>	<i>-3 900</i>	<i>61%</i>
<b>CHARGES &amp; PERTE DIVERSES</b>	<b>16 000</b>	<b>10 120</b>	<b>-5 880</b>	<b>63%</b>

<i>Subventions et Autres</i>	9 000	5 310	-3 690	44%
<i>Autres charges exceptionnelles</i>	7 000	4 810	-2 190	69%
<b>FRAIS DU PERSONNEL</b>	<b>1 167 600</b>	<b>1 090 866</b>	<b>-76 734</b>	<b>93%</b>
<i>Salaires de base, indemnités</i>	848 000	819 274	-28 726	97%
<i>Mains d'œuvre occasionnelle</i>	27 000	27 686	686	103%
<i>Heures suppl</i>	600	0	-600	0%
<i>Congés annuels</i>	90 000	79 625	-10 375	88%
<i>Primes</i>	120 000	101 108	-18 892	84%
<i>Sécurité sociale et assurance maladie</i>	63 000	53 307	-9 693	85%
<i>Frais de formation</i>	8 000	1 393	-6 607	17%
<i>Contribution de frais de restauration</i>	10 000	7 397	-2 603	74%
<i>Autres charges du personnel</i>	1 000	1 075	75	108%
<b>IMPÔTS TAXES ET VERS ASSIMILES</b>	<b>200 590</b>	<b>203 882</b>	<b>3 292</b>	<b>102%</b>
<i>Taxes sur véhicules à moteur</i>	200	108	-92	54%
<i>Droits d'enregistrement</i>	2 000	180	-1 820	9%
<i>Taxes d'apprentissages/Pénalités</i>	9 000	6 651	-2 349	74%
<i>Patente</i>	3 000	3 000	0	100%
<i>Autres Impôts et taxes (IRCM...)</i>	186 390	193 942	7 552	104%
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 910 790</b>	<b>1 747 763</b>	<b>-163 027</b>	<b>91%</b>
<b>CHARGES NON DECAISSABLES</b>	<b>550 000</b>	<b>528 218</b>	<b>-21 782</b>	<b>96%</b>
<i>Dotations aux Amortissement.</i>	140 000	109 491	-30 509	78%
<i>Prov.P/Depr.de la Clientèle</i>	160 000	93 492	-66 508	58%
<i>Prov.P/Depr.Cpt Tiers</i>	50 000	194 510	144 510	0%
<i>Dotations aux provisions Risque de change</i>	150 000	89 643	-60 357	60%
<i>Pertes et Charges sur Exercices Antérieurs</i>	50 000	41 081	-8 919	82%
<b>TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>	<b>2 460 790</b>	<b>2 275 981</b>	<b>-184 809</b>	<b>92%</b>

## 1.2. Les équipements

Le taux d'exécution du budget d'équipements a atteint 52% en 2017, soit un écart de 16 millions qui s'explique essentiellement par le différé des études d'exécution pour l'extension du siège de la CDD. Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget d'équipements en 2017.

Etat d'exécution du budget 2017 (en milliers MRO)-les équipements			
Rubrique	Prévision 2017	Exécution 2017	
		Exécution 31/12/2017	Ecart Exécution/Prévision
Matériel Informatique	8 000	2 562	-5 438
Mobilier et matériel de bureaux	5 000	1 039	-3 961
Etudes	5 000	0	-5000
Autres équipements	5 000	7 306	2 306
Agencements Aménagements	3 000	1 191	-1 809
Logiciels	3 000	789	-2 211
Ameublements	4 500	4 500	0
<b>TOTAL</b>	<b>33 500</b>	<b>17 386</b>	<b>-16 114</b>

### 1.3. Les produits

Les produits ont été budgétisés pour un montant global de 3 231 millions MRO et réalisés pour 3 011 millions, soit un taux de réalisation de 93% correspondant à un écart de 221 millions en valeur absolue.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution du budget 2017 au niveau des produits :

Rubrique	Prévision 2017	Exécution 2017 (Chiffres en milliers MRO)		
		Exécution 31/12/2017	Ecart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
<b>PRODUITS SUR OPER.PLACEMENTS</b>	<b>1 863 900</b>	<b>2 034 033</b>	<b>170 133</b>	<b>109%</b>
Intérêts opérations de placements au Trésor public	1 656 000	1 813 301	157 301	109%
Intérêts opérations interbancaire et opérations à termes	207 900	220 732	12 832	106%
<b>PRODUITS SUR OPER.DE CREDITS</b>	<b>480 000</b>	<b>298 152</b>	<b>-181 848</b>	<b>62%</b>
Intérêts débiteurs comptes ordinaires	200 000	152 623	-47 377	76%
Intérêts crédits cmlt équipement	280 000	145 529	-134 471	52%
<b>PRODUITS SUR OPER.DE FINANCEMENT ISLAMIQUES</b>	<b>485 000</b>	<b>371 239</b>	<b>-113 761</b>	<b>77%</b>
Marges sur opérations de mourabaha cmlt équipement	470 000	366 505	-103 495	78%
Intérêts mourabaha structurées	15 000	4 733	-10 267	32%
<b>PRODUITS SUR GESTION SOUS MANDAT</b>	<b>180 000</b>	<b>171 250</b>	<b>-8 750</b>	<b>95%</b>
<b>COMMISSIONS</b>	<b>152 500</b>	<b>78 606</b>	<b>-73 894</b>	<b>52%</b>
<b>Commissions opérations clientèle</b>	<b>100 400</b>	<b>52 111</b>	<b>-48 289</b>	<b>52%</b>
Com/ouverture/clôture de comptes.	400	383	-17	96%
Com de découvert et mouvements de compte	35 000	2 724	-32 276	8%
Frais de tenue compte	30 000	24 989	-5 011	83%
Commissions d'engagement	35 000	24 015	-10 985	69%
<b>Produits S/Op.Diverses</b>	<b>2 100</b>	<b>2 632</b>	<b>532</b>	<b>125%</b>
Frais de chèquiers	100	48	-52	48%
Commissions encaissées sur chèques Mauritanie	100	19	-81	19%
Com chèque certifié	100	0	-100	0%
Com / virement	500	227	-273	45%
Com/attestation	100	0	-100	0%
Produits divers	1 200	2 338	1 138	195%
<b>Produits Engag./ Signature</b>	<b>50 000</b>	<b>23 863</b>	<b>-26 137</b>	<b>48%</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>3 161 400</b>	<b>2 953 281</b>	<b>-208 119</b>	<b>93%</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	50 000	47 973	-2 027	96%
REPRISE/PROVISION ET AMORTISSEMENTS	20 000	9 900	-10 100	49%
<b>TOTAL GENERAL DES PRODUITS</b>	<b>3 231 400</b>	<b>3 011 153</b>	<b>-220 247</b>	<b>93%</b>

## 1.4. Le résultat

Le résultat comptable brut a été prévu pour 770 millions il s'est situé à 735 millions, soit un écart de 35 millions, pour un taux d'exécution de 95 %.

Résultat de l'exercice 2017 (chiffres en milliers MRO)				
	Prévision	Réalisation	Ecart Réalisation/Prévision	Pourcentage
RESULTAT COMPTABLE	770 610	735 172	- 35 438	95%

## 2. Etats financiers

Les états financiers au titre de l'exercice 2017 ont fait ressortir un total du bilan de 86,1 milliards d'Ouguiya, un total du hors bilan de 15,7 milliards et un résultat comptable brut de 735 millions d'Ouguiya, comparable à son niveau de l'année précédente.

Actif (en milliers MRO)						
Libellé	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
	31/12/2016			31/12/2017		
<b>Trésorerie et opération interbancaires</b>	<b>49 246 841</b>	<b>567 310</b>	<b>49 814 152</b>	<b>49 515 761</b>	<b>545 669</b>	<b>50 061 430</b>
<b>Disponibilités CDD</b>	<b>4 000 138</b>	<b>567 310</b>	<b>4 567 448</b>	<b>2 819 398</b>	<b>545 669</b>	<b>3 365 067</b>
<b>Comptes déposants</b>	41 242 175	-	41 242 175	42 265 765	-	42 265 765
<i>Comptes des dépôts auprès du Trésor</i>	40 993 132	-	40 993 132	41 849 175	-	41 849 175
<i>Comptes des dépôts auprès de la BCM</i>	249 042	-	249 042	416 589	-	416 589
<b>Disponibilités Mandat de Gestion</b>	384 528	-	384 528	459 597	-	459 597
<b>Prêts à terme</b>	<b>3 620 000</b>		<b>3 620 000</b>	<b>3 971 000</b>		<b>3 971 000</b>
<i>Prêts à terme</i>	4 120 000		4 120 000	4 471 000		4 471 000
<i>Provisions. Dép.cpt.Interm.Financiers</i>	- 500 000		-500 000	- 500 000		-500 000
<b>Crédit à la clientèle</b>	<b>16 174 566</b>	<b>4 926 039</b>	<b>21 100 605</b>	<b>14 641 317</b>	<b>6 068 047</b>	<b>20 709 365</b>
<i>Crédit à la clientèle</i>	16 338 645	5 084 034	21 422 679	15 397 948	6 265 708	21 663 657
<i>Provisions.dépr.cptes de la clientèle</i>	-164 078	- 157 995	-322 073	-756 631	- 197 660	-954 291
<b>Crédit Mandat de Gestion</b>	<b>3 449 695</b>	<b>-</b>	<b>3 449 695</b>	<b>3 021 217</b>	<b>-</b>	<b>3 021 217</b>
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	<b>2 699 451</b>	<b>4 758 244</b>	<b>7 457 695</b>	<b>3 124 082</b>	<b>4 424 658</b>	<b>7 548 741</b>
<i>Comptes d'attente CDD</i>	1 369 095	272 302	1 641 398	1 653 795	211 146	1 864 942
<i>Provisions. Dép.cptes.déb.divers</i>	-203 892		-203 892	-146 255		-146 255
<i>Comptes d'attente Mandats De Gestion</i>	11 530	-	11 530	14 089	-	14 089
<i>Comptes de liaison &amp; Inter activité</i>	1 522 717	4 485 941	6 008 659	1 602 452	4 213 512	5 815 965
<b>Capital non versé</b>	<b>3 000 000</b>	<b>-</b>	<b>3 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>-</b>	<b>3 000 000</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>591 869</b>	<b>-</b>	<b>591 869</b>	<b>643 502</b>	<b>-</b>	<b>643 502</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>381 660</b>		<b>381 660</b>	<b>448 254</b>		<b>448 254</b>
Immobilisation d'exploitation	601 170		601 170	613 268		613 268
Immobilisation hors exploitation	15 724		15 724	159 463		159 463
Immobilisation en cours	7 436		7 436	7 436		7 436
Dotations aux Amortissements	-242 671		-242 671	-331 913		-331 913
<b>Frais et Valeurs Incorporels</b>	<b>210 209</b>		<b>210 209</b>	<b>195 247</b>		<b>195 247</b>
Frais immobilisés	86 384		86 384	90 884		90 884
Immobilisations incorporelles	201 679		201 679	202 468		202 468
Dotations aux Amortissements	-77 855		-77 855	-98 105		-98 105
<b>Titres de participation</b>	<b>1 161 000</b>	<b>-</b>	<b>1 161 000</b>	<b>1 161 000</b>	<b>-</b>	<b>1 161 000</b>
<b>Total Actif</b>	<b>76 323 424</b>	<b>10 251 594</b>	<b>86 575 018</b>	<b>75 106 882</b>	<b>11 038 376</b>	<b>86 145 258</b>
<b>HORS BILAN</b>						
Mandat gestion	4 050 000		4 050 000	4 050 000		4 050 000
Garanties reçues	900 000		900 000	900 000		900 000
Cautions reçues	26 582		26 582	26 582		26 582
Cautions avance de démarrage	3 042 338		3 042 338	1 999 662		1 999 662
Cautions Bonne Fin	38 038		38 038	38 038		38 038
Garanties hypothécaire reçues	2 873 075	4 027 102	6 900 178	3 477 630	5 248 876	8 726 506
<b>TOTAL HORS BILAN</b>	<b>10 930 034</b>	<b>4 027 102</b>	<b>14 957 137</b>	<b>10 491 913</b>	<b>5 248 876</b>	<b>15 740 790</b>

## 2.1. Note relative à l'actif du bilan

### 2.1.1. Trésorerie et opérations interbancaires

La rubrique « trésorerie et opérations interbancaires » est passée de 49,814 milliards en 2016, à 50,061 milliards en 2017, soit une augmentation de 0,5 % en valeur relative et 0,247 milliards en valeur absolue.

Cette hausse s'explique par :

- ☞ La baisse du disponible de la CDD (-1,202 Milliards) qui est passé de 4,567 milliards en 2016 à 3,365 milliards en 2017;
- ☞ L'augmentation des dépôts (1,023 Milliards) qui sont passés de 41,242 milliards en 2016 à 42,265 milliards en 2017;
- ☞ L'augmentation du disponible du Mandat de Gestion qui est passée de 0,385 milliard en 2016 à 0,460 milliard en 2017, soit une évolution de 0,075 milliard ;
- ☞ la hausse du poste prêt à terme qui a enregistré une augmentation de 0,351 milliards en 2017.

Au 31.12.2017, la rubrique « trésorerie et opérations interbancaires » se répartit comme suit :

☞ Encaisse CDD:	0,046 Milliards
☞ Trésor public:	45,088 Milliards
☞ BCM Fonctionnent :	0,04 Milliards
☞ Comptes CDD/Banques :	0,04 Milliards
☞ BCM Dépôts :	0,416 Milliards
☞ Opérations à terme:	3,971 Milliards
☞ Trésorerie du Mandat de Gestion :	0,459 Milliard

### 2.1.2. Crédit à la clientèle

L'encours du crédit à la clientèle est passé de 21,1 milliards en 2016 à 20,709 milliards en 2017, soit une diminution de 1,85 % en valeur relative et 0,391 milliards en valeur absolue suite au remboursement des crédits. Il se répartit entre les directions de la CDD, comme suit :

- ☞ Crédits DDC: 14,641 milliards ;
- ☞ Crédits DD: 6,068 Milliards.

### 2.1.3. Crédit au titre du Mandat de Gestion

L'encours des crédits du Mandat de Gestion est passé de 3,45 Milliards en 2016 à 3,02 milliards en 2017, dont 546 Millions représentant le financement de 21 embarcations pontées à Nouadhibou.

Le montant des crédits distribués dans le cadre du programme du Mandat de Gestion hors embarcations pontées s'est élevé au 31 décembre 2017 à 5,5 milliards d'Ouguiya.

#### 2.1.4. Les comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2017, à 7,548 milliards regroupant les opérations en attente de régularisation suivantes :

- ☞ « Etat Mandat de Gestion » en attente de régularisation : 14 millions;
- ☞ « Comptes d'attentes CDD » : 1,718 milliards constitué essentiellement des produits à recevoir relatifs à la rémunération des dépôts de la CDD au Trésor Public, d'une part et la subvention d'équilibre pour le Crédit Agricole de Mauritanie, d'autre part.
- ☞ Comptes de liaison & Interactivités : 5,816 Milliards.

#### 2.1.5. Le capital non versé

Cette rubrique représente la partie du capital souscrit et non encore versée par l'Etat, soit 3 milliards d'Ouguiya.

#### 2.1.6. Les immobilisations

Les immobilisations brutes s'élèvent au 31.12.2017 à 1,073 milliard, répartis comme suit :

- Matériel informatique :	139 millions;
- Mobiliers/Matériels de bureau	77 millions ;
- Constructions	259 millions ;
- Transport (Véhicules)	52 millions ;
- Autres Matériels & équipements	54 millions ;
- Agencement et aménagement	40 millions ;
- Logiciels	202 millions;
- Frais immobilisés	91 millions ;
- Immobilisation hors exploitation	159 millions.

#### 2.1.7. Les titres de participation

Au 31.12.2017, les titres de participation s'élèvent à 1,161milliards :

- Participation au capital de la Télédiffusion de Mauritanie :	100 millions ;
- Participation au capital de la Radio de Mauritanie :	50 millions ;
- Participation au capital de la Télévision de Mauritanie :	50 millions ;
- Participation au capital de la NOVEC Mauritanie SA :	51 millions ;
- Participation au capital du Crédit Agricole de Mauritanie (CAM) :	910 millions.

Passif (en milliers MRO)						
Libellé	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
	31/12/2016			31/12/2017		
<b>Trésorerie et opération interbancaires</b>	<b>61 144 327</b>	<b>143 614</b>	<b>61 287 942</b>	<b>59 998 256</b>	<b>57 575</b>	<b>60 055 832</b>
Dépôts à la CDD	45 956 497	143 614	46 100 111	47 078 071	57 575	47 135 647
Compte de Transformation	9 287 607		9 287 607	7 676 109		7 676 109
Opérations de Mandats de Gestion	4 426 721		4 426 721	4 282 024		4 282 024
Dépôts à terme	1 473 501		1 473 501	962 050		962 050
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	<b>7 742 263</b>	<b>194 475</b>	<b>7 936 738</b>	<b>7 415 445</b>	<b>223 360</b>	<b>7 638 805</b>
Comptes d'attente CDD	979 877	137 352	1 117 230	726 760	223 360	950 120
Comptes d'attente Mandats De Gestion	797 358	0	797 358	859 971	0	859 971
Comptes de liaison & Inter activité	5 965 027	57 122	6 022 150	5 828 713	0	5 828 713
<b>Emprunt</b>	<b>0</b>	<b>5 021 833</b>	<b>5 021 833</b>	<b>0</b>	<b>5 663 410</b>	<b>5 663 410</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>7 436 833</b>	<b>4 891 670</b>	<b>12 328 504</b>	<b>7 693 180</b>	<b>5 094 029</b>	<b>12 787 210</b>
Capital libéré	2 520 792	4 500 000	7 020 792	2 520 792	4 500 000	7 020 792
Capital non libéré	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000
Réserves	711 907	199 632	911 539	1 180 440	303 757	1 484 197
Provisions	579 423	53 204	632 628	663 340	67 501	730 841
Résultat avant impôts	832 946	185 111	1 018 058	438 144	297 028	735 172
IMF	-73 102	-12 289	-85 391	-60 684	-14 259	-74 943
BIC	-135 134	-33 988	-169 123	-48 851	-59 997	-108 849
<b>Résultat Net</b>	<b>624 710</b>	<b>138 833</b>	<b>763 543</b>	<b>328 608</b>	<b>222 771</b>	<b>551 379</b>
<b>Total Passif</b>	<b>76 323 424</b>	<b>10 251 594</b>	<b>86 575 018</b>	<b>75 106 882</b>	<b>11 038 376</b>	<b>86 145 258</b>
<b>HORS BILAN</b>						
C/P Mandat gestion	4 050 000		4 050 000	4 050 000		4 050 000
C/P Garanties reçues	900 000		900 000	900 000		900 000
C/P Cautions reçues	26 582		26 582	26 582		26 582
C/P avance de démarrage	3 042 338		3 042 338	1 999 662		1 999 662
Cautions Bonne Fin	38 038		38 038	38 038		38 038
Garanties hypothécaire reçues	2 873 075	4 027 102	6 900 178	3 477 630	5 248 876	8 726 506
<b>TOTAL HORS BILAN</b>	<b>10 930 034</b>	<b>4 027 102</b>	<b>14 957 137</b>	<b>10 491 913</b>	<b>5 248 876</b>	<b>15 740 790</b>

## 2.2. Note sur le passif du bilan

### 2.2.1. Trésorerie et opérations interbancaires

La trésorerie passive de la CDD est passée de 61,3 milliards en 2016 à 60,05 milliards en 2017, soit une baisse de 2 % (1,232 milliards en valeur absolue).

Cette baisse s'explique par :

- ☞ la baisse des financements accordés aux politiques publiques dans le cadre de la convention sur le compte de transformation (-1,611 Milliards) ;
- ☞ la baisse des dépôts à terme (-0,511 Milliards) ;
- ☞ la baisse des opérations du Mandat de Gestion (-0,144 Milliards) ;
- ☞ la hausse des dépôts au Trésor public (+1,036 Milliards) ;

Les dépôts à la CDD s'élèvent à 47,135 Milliards, dont :

- ☞ Dépôts des anciens déposants de la CDD (CNAM, CNSS, etc.) : 4,472 milliards ;
- ☞ Compte de dépôts et consignations : 4,596 milliards ;
- ☞ Dépôts des nouvelles entreprises et organismes publics : 37,871 Milliards ;
- ☞ Comptes à vue auprès de la CDD : 0,196 milliards ;

Les dépôts à terme s'élèvent à 0,962 Milliards, représentant les dépôts effectués par la Société de Gestion de Manantali (SOGEM).

### 2.2.2. Comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève à 7,638 milliards regroupant :

- ☞ Le solde du compte d'attente « Etat Mandat de Gestion » : 0,859 milliards millions ;
- ☞ Comptes de liaison & Interactivités : 5,828 Milliards ;
- ☞ « Comptes d'attentes CDD » : 0,95 milliards dont :
  - Les charges à payer : 335 millions : diverses charges dues et non encore décaissées au 31 /12/2017 ;
  - Produits perçus d'avance (13,6 millions), représentent les intérêts payés d'avance dans le cadre des opérations effectuées entre la CDD et des banques de la place ;
  - Autres passifs en attente de régularisation (601 millions).

### 2.2.3. Emprunt

Le montant de ce poste (5,66 Milliards) représente la contrevaletur en Ouguiya des emprunts effectués auprès du FADES et le FKDEA décaissés et non encore remboursés au 31/12 /2017.

#### 2.2.4. Capitaux propres

Le montant des capitaux propres s'élève au 31.12.2017 à 12,787 milliards contre 12,328 milliards en 2016, soit une augmentation de 0,458 (+3,7%) milliards due à la hausse des réserves (+0,572 Milliards), à la variation des provisions pour pertes et charges (+0,09 Milliards) et à la variation du résultat de l'exercice (-0,212 Milliards).

Les capitaux propres se répartissent au 31/12/2017 comme suit :

☞ Capital CDD libéré :	7,021 milliards;
☞ Réserves :	1,484 milliards;
☞ Provisions pour pertes et charges:	0,730 milliards;
☞ Capital souscrit non libéré (CDD) :	3 milliards;
☞ Résultat net de l'exercice 2017:	0,551 milliards.

#### 2.2.5. Hors bilan

Le portefeuille des engagements, donnés et reçus, en hors-bilan s'élève, au 31/12/ 2017, à 15,740 milliards d'Ouguiya enregistrant une augmentation de 5,2% (0,783Milliards) par rapport à l'exercice 2016.

Ce portefeuille concerne :

☞ Mandat de gestion FSE:	4,050 milliards ;
☞ Garantie reçue de l'Etat :	0,9 milliard ;
☞ Cautions avance de démarrage :	1,999 milliards ;
☞ Garanties hypothécaire reçues:	8,726 milliard ;
☞ Cautions Bonne Fin :	0,038 milliard ;
☞ Diverses cautions reçues :	0,027 milliard.

## 2.3. Le compte de résultat

Montants en Milliers MRO				
Libelle	Jan-Déc 16	Jan-Déc 17	Ecart	%
Produits d'exploitation bancaire	3 415 658	2 951 291	- 464 368	-14%
Produits accessoires	840	1 990	1 150	137%
Charges d'exploitation bancaire	- 267 849	- 235 990	31 859	-12%
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>3 148 649</b>	<b>2 717 290</b>	<b>- 431 359</b>	<b>-14%</b>
<i>Dont marge d'intérêt clientèle</i>	<i>1 139 692</i>	<i>669 391</i>	<i>- 470 301</i>	<i>-41%</i>
<i>Dont marge d'intérêts de trésorerie</i>	<i>1 614 439</i>	<i>1 799 218</i>	<i>184 779</i>	<i>11%</i>
<i>Dont commissions clientèle</i>	<i>222 428</i>	<i>75 441</i>	<i>- 146 987</i>	<i>-66%</i>
<i>Dont commissions Mandat de Gestion</i>	<i>171 250</i>	<i>171 250</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>
<i>Dont Produits accessoires</i>	<i>840</i>	<i>1 990</i>	<i>1 150</i>	<i>137%</i>
Charges externes liées à l'investissement	- 47 806	- 50 241	- 2 435	5%
Charges externes liées à l'activité	- 129 046	- 156 664	- 27 618	21%
Charges et pertes diverses	- 10 436	- 10 120	316	-3%
Frais de personnel	- 1 092 480	- 1 090 866	1 614	0%
Impôts, taxes et versements assimilés	- 192 738	- 203 882	- 11 144	6%
<b>Total Frais Généraux</b>	<b>- 1 472 506</b>	<b>- 1 511 773</b>	<b>- 39 267</b>	<b>3%</b>
Dotations aux comptes d'amortissements	- 103 694	- 109 491	- 5 797	6%
<b>TOTAL Frais Généraux et Amortissements</b>	<b>- 1 576 200</b>	<b>- 1 621 264</b>	<b>- 45 064</b>	<b>3%</b>
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 572 449</b>	<b>1 096 026</b>	<b>- 476 423</b>	<b>-30%</b>
<b>CHARGES DE RISQUE</b>	<b>- 555 079</b>	<b>- 377 645</b>	<b>177 433</b>	<b>-32%</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>688</b>	<b>16 791</b>	<b>16 103</b>	<b>2340%</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 018 058</b>	<b>735 172</b>	<b>- 282 886</b>	<b>-28%</b>

### 2.3.1. Produit Net Bancaire (PNB)

Le produit net bancaire s'est élevé au 31/12/2017 à 2,717 milliards, enregistrant une diminution de 14% en valeur relative et 431 millions en valeur absolue par rapport à l'exercice de 2016. Cette variation s'explique par :

- ☞ La baisse, en valeur absolue, des intérêts et marges sur prêts accordés pour un montant de 470 millions, correspondant essentiellement, à la réservation des produits comptabilisés sur la SONIMEX ;
- ☞ La baisse des commissions pour un montant de 146 millions; justifiée par la réservation des commissions du découvert de la SONIMEX.
- ☞ La hausse des produits perçus sur les placements (153 millions), qui s'explique, d'une part, par l'augmentation du volume des placements au niveau du trésor public et par l'augmentation des dépôts à termes auprès des institutions financières, d'autre part.
- ☞ La baisse des frais financiers (+32 millions) suite au remboursement de la ligne du FADES d'une part et la diminution du dépôt à terme de la SOGEM d'autre part.

### 2.3.2. Frais Généraux

Le montant des frais généraux est passé de 1,472 milliards au 31/12/2016 à 1,511 milliard en 2017 soit une augmentation de 39 millions en valeur absolue et 3% en valeur relative. Cette position s'explique par :

- ☞ L'augmentation des charges externes liées à l'activité (+28 millions) soit 3%, justifiée essentiellement par la prise en charge des frais relatif à l'opération de la démonétisation;
- ☞ L'augmentation du poste « impôt et taxes et versements assimilés » d'un montant de 11 millions, soit 6%, due à l'augmentation de l'IRCM sur la rémunération des dépôts ;
- ☞ Il est à noter que les autres postes des charges en 2017 sont restés quasiment stables.

### 2.3.3. Les amortissements

Les amortissements ont connu une évolution de +6%, soit une hausse de 5,6 millions par rapport à l'exercice 2016.

### 2.3.4. Les charges liées aux risques

Le montant de ce poste au 31/12/2017 s'élève à 377 millions, contre 555 millions en 2016 soit une baisse de 177 millions (-32%) par rapport à l'exercice 2016. Il est constitué de :

- ☞ provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle (93 millions) ;
- ☞ dotations aux provisions pour risques et charges relatif aux emprunts du FADES et du FKDEA (89 millions);
- ☞ provisions pour dépréciation des comptes des tiers (194 millions).

### 2.3.5. Le résultat exceptionnel

Le montant du résultat exceptionnel (différence entre les charges exceptionnelles et les produits exceptionnels) s'élève au 31/2/2017 à 16 millions d'Ouguiya suite à l'encaissement d'une partie du don à l'appui institutionnel du FADES (44 millions).

### 2.3.6. Le résultat

Le résultat de l'exercice 2017 fait ressortir un bénéfice de 735 millions, soit une variation de -28% par rapport à l'exercice 2016.

## Annexes

# Rapport du Commissaire Aux comptes DDC

*Rapport du commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2017*

*Confidentiel*

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Caisse des dépôts et de développement "CDD"



DIRECTION DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
(DDC)

**RAPPORT DE COMMISSARIAT AUX COMPTES DE  
LA DIRECTION DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
(DDC) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017**

Le commissaire aux comptes

**Abdellahi Ould Ahmed Ould Doua**

*Expert-comptable & commissaire aux comptes*

*BP : 1422, Nouakchott  
République Islamique de Mauritanie*

*E-mail : [abdellahi@ddc.mr](mailto:abdellahi@ddc.mr)*

*Téléphone : + (222) 46 59 23 89*



التركيبة الوطنية للمحاسبين في موريتانيا  
ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES MAURITANIENS

*Mars 2018*

Page 1 sur 25

## 1. Rapport général

Messieurs les membres de la Commission de surveillance,

1. En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre société, nous avons l'honneur de vous présenter notre Rapport Général sur les comptes de la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) au titre de l'exercice 2017 qui couvre la période allant du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017.
2. L'établissement des Etats Financiers relève de la responsabilité de la Direction Générale. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.
3. Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Nos travaux consistent à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes.

Ils consistent également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction Générale pour l'établissement des comptes ; ainsi que pour la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

4. Nous estimons que nos contrôles et les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.
5. Les états financiers, ci-joints, ont été établis et présentés conformément aux normes comptables généralement admises au niveau de la République Islamique de Mauritanie.
6. Dans le cadre de notre intervention, nous avons soulevé que :
  - les charges communes liées à l'investissement, à l'activité, au personnel, etc., ont été entièrement supportées par la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) compte tenu qu'aucune comptabilité analytique n'est tenue par CDD et l'impact d'une telle situation n'a pu être chiffré ; et
  - les immobilisations sont affectées en totalité à la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) et les amortissements y afférents sont entièrement supportées par elle et l'impact d'une telle situation n'a pu être chiffré.
7. Nous estimons, au terme de notre intervention, sous réserve du point 6 ci-dessus que ses états financiers qui se caractérisent par un total de bilan de **75.106.882.460 MRO**, un total de hors-bilan de **10.491.913.897 MRO** et un résultat comptable excédentaire de **438.144.211 MRO**, et tels que présentés aux pages 5 à 7 du présent rapport sont réguliers et donnent une image fidèle de la situation financière de la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) au 31 décembre 2017 et du résultat de ses opérations pour la période qui a pris fin à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en République Islamique de Mauritanie.

Nouakchott, le 30 mars 2018

**Abdellahi OULD AHMED OULD DOUA**

Expert-comptable & commissaire aux comptes

عبد الله ولد الدوي  
خبير محاسب عضو في المللك الوطني  
Expert-Comptable, Membre de l'ONEC

Page 3 sur 25

## II. Rapport spécial

Messieurs les membres de la Commission de surveillance,

1. En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par le Ministre des finances, nous avons l'honneur de vous présenter notre Rapport Spécial sur les comptes de la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) au titre de l'exercice 2017.
2. En application des dispositions légales et réglementaires relatives aux conventions conclues entre la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) et son Directeur Général ou l'un de ses membres des Commissions de surveillance, nous avons l'honneur de vous informer que :
  - nous n'avons été avisés, au titre de l'exercice 2017, d'aucune convention régie par lesdits articles ; et
  - nous n'en avons pas eu connaissance au cours de notre intervention.

Nouakchott, le 30 mars 2018

**Abdellahi OULD AHMED OULD DOUA**  
Expert-comptable & commissaire aux comptes

عبد الله ولد الدو  
شهير محاسب عضوا في المجلس الوطني  
Expert-Comptable, Membre de l'ONCC

III. Etats financiers au 31/12/2017



LES ETATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31/12/2017

Libellés	AIF					
	Montant, DDC	Montant, DD	CONSOIDATION	Montant, DDC	Montant, DD	CONSOLIDATION
	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2014	31/12/2017	31/12/2017	31/12/2017
<b>Trésorerie et opérations interbancaires</b>	49 248 440 000	597 310 000	49 845 750 215	49 016 767 400	545 668 245	50 361 418 655
Disponibilités CDT	4 166 140 130	567 310 000	4 733 450 210	3 619 208 412	545 668 245	3 302 047 850
Comptes dépositifs	31 742 175 152	-	31 742 175 152	43 285 756 222	-	43 285 756 222
LETREME DES BOUTES, BOUTES DU TRAIT	9 554 142 180	-	9 554 142 180	44 549 412 844	-	44 549 412 844
Comptes des autres agents de la BSM	244 922 118	-	244 922 118	410 293 322	-	410 293 322
<b>Disponibilités Mandat de Gestion</b>	384 520 141	-	384 520 141	430 297 784	-	430 297 784
Prêt à terme	1 624 000 000	-	1 624 000 000	1 871 000 000	-	1 871 000 000
Prêt à court	4 122 000 000	-	4 122 000 000	4 471 000 000	-	4 471 000 000
Provisions des cot. mandats de gestion	-144 000 000	-	-144 000 000	-144 000 000	-	-144 000 000
<b>Crédit à la clientèle</b>	16 374 600 000	4 621 000 000	21 000 000 000	17 643 817 847	6 094 211 200	23 738 029 047
Crédit à la clientèle	16 374 600 000	6 046 000 000	22 420 600 000	15 347 846 731	6 265 708 000	21 613 554 731
Provisions des cot. de la clientèle	-104 072 120	157 992 119	-52 572 210	-704 028 884	127 496 798	-374 231 700
<b>Crédit Mandat de Gestion</b>	3 449 698 742	-	3 449 698 742	3 621 217 870	-	3 621 217 870
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	2 044 400 215	4 708 244 000	7 452 644 215	3 124 682 732	4 424 650 804	7 549 333 536
Comptes d'attente CDD	1 369 000 000	372 300 700	1 741 300 700	1 833 795 000	211 148 200	1 844 943 200
Provisions des cot. des cot. clients	-203 600 000	-	-203 600 000	-149 255 700	-	-149 255 700
Comptes d'attente Mandats de gestion	17 000 000	-	17 000 000	14 632 032	-	14 632 032
Comptes de bilan à l'ordre actif	1 657 400 215	4 335 943 300	6 000 000 000	7 012 437 060	4 213 502 604	5 615 542 236
<b>Capital non versé</b>	3 000 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000	-	3 000 000 000
<b>Immobilisations nettes</b>	901 840 170	-	901 840 170	643 672 890	-	643 672 890
Immobilisations corporelles	347 000 000	-	347 000 000	448 254 000	-	448 254 000
Immobilisations financières	554 840 170	-	554 840 170	195 418 890	-	195 418 890
Immobilisations non évaluées	15 724 000	-	15 724 000	159 403 410	-	159 403 410
Immobilisation en cours	7 432 000	-	7 432 000	7 432 000	-	7 432 000
Dotations aux Amortissements	-242 671 000	-	-242 671 000	-331 573 010	-	-331 573 010
<b>Frais et Valeurs Incorporées Immobilisées</b>	310 200 000	-	310 200 000	345 247 000	-	345 247 000
Frais immobilisés	40 300 000	-	40 300 000	40 300 000	-	40 300 000
Immobilisations incorporées	269 900 000	-	269 900 000	304 947 000	-	304 947 000
Dotations aux Amortissements	-79 000 000	-	-79 000 000	-103 000 000	-	-103 000 000
<b>Titres de participation</b>	1 151 300 000	-	1 151 300 000	1 161 000 000	-	1 161 300 000
<b>Total Actif</b>	76 320 824 000	5 337 554 000	81 658 378 000	75 166 483 000	11 028 276 000	86 194 759 000

MORS BILAN						
Mandat de gestion	4 000 000 000	-	4 000 000 000	4 000 000 000	-	4 000 000 000
Garanties reçues	800 000 000	-	800 000 000	800 000 000	-	800 000 000
Cautions reçues	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000	-	20 000 000
Caution avance de démarrage	3 840 000 000	-	3 840 000 000	3 840 000 000	-	3 840 000 000
Caution Doree Fx	10 000 000	-	10 000 000	10 000 000	-	10 000 000
Garanties financières reçues	2 812 000 000	4 321 000 000	7 133 000 000	3 477 433 211	5 249 878 744	8 702 311 955
<b>TITRES</b>	10 983 204 000	4 017 332 000	14 999 536 000	13 981 914 000	5 288 878 744	15 183 792 744

Rapport du commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2017

Confidentiel



LES ETATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31/12/2017

Libellés	Psaef					
	Montant, DDC 31/12/2016	Montant, DD 31/12/2016	CONSOLIDATION 31/12/2016	Montant, DDC 31/12/2017	Montant, DD 31/12/2017	CONSOLIDATION 31/12/2017
<b>Trésorerie et opérations interbancaires</b>	81 544 227 944	142 614 720	81 587 243 734	82 808 256 134	87 873 953	80 356 832 987
Dépôts à la CDD	45 956 927 034	143 014 706	46 105 111 874	47 678 071 454	57 575 853	47 335 847 437
Compte de Transformation	4 267 627 909		4 357 667 466	7 474 168 307		7 470 499 567
Opérations de Marché de Gestion	4 428 721 874		4 428 721 874	4 232 024 985		4 232 924 989
Dépôts à terme	1 479 591 417		1 473 667 417	162 064 704		812 880 794
<b>Comptes d'épargne et de résulcation</b>	7 742 263 111	194 473 718	7 336 736 829	7 415 445 725	223 560 303	7 830 886 825
Comptes d'épargne CDD	979 577 612	127 052 401	1 117 232 452	126 732 132	223 560 303	330 120 232
Comptes d'épargne Mandats De Dépense	197 598 154	0	197 598 154	833 071 025	0	839 871 823
Comptes de Bourse & Interactifs	5 565 107 345	57 121 317	5 021 106 207	5 555 712 625	0	5 530 722 670
<b>Emprunt</b>	0	5 021 833 293	5 021 833 293	0	5 563 410 800	5 563 410 800
Capitaux propres	7 428 100 706	4 891 473 389	12 026 804 187	7 493 183 622	8 084 028 873	12 787 219 886
Capital fixe	2 520 702 401	4 502 020 023	7 520 792 421	2 520 722 421	4 520 000 200	7 020 702 401
Capital variable	3 500 000 200	0	3 500 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000
Réserves	711 907 256	169 822 621	511 009 209	1 000 461 001	322 757 707	1 466 097 760
Provisions	678 428 806	53 558 233	620 404 071	469 240 001	57 104 324	720 461 251
Résultat avant impôts	802 345 277	185 111 228	1 510 090 279	438 144 211	207 028 021	728 172 232
Impôts	-72 162 264	-12 224 073	-85 291 429	-60 094 722	-14 224 222	-74 241 820
R.C.	135 154 865	33 855 794	190 123 114	49 857 187	53 263 855	159 349 137
<b>Résultat net</b>	824 170 258	185 833 474	183 943 737	728 098 188	222 771 916	551 879 179
<b>Total Psaef</b>	78 323 424 954	10 291 894 126	88 573 018 286	75 06 852 480	11 038 178 023	86 145 285 458
<b>HORS BILAN</b>						
CP Mandats gestion	4 399 889 082		4 129 083 006	4 760 620 000		4 330 880 000
CP Garanties reçues	800 000 000		593 063 000	600 000 000		800 000 000
CP Caution reçues	30 283 482		25 043 463	26 532 482		30 282 482
CP avances de démarrage	3 043 338 377		3 043 338 377	1 966 652 883		1 966 652 883
Caution Bourse Fir	18 638 241		18 018 241	38 750 141		38 750 141
Garanties hypothécaires reçues	2 573 475 488	4 027 102 850	5 593 178 418	3 477 850 231	5 248 875 744	8 716 536 855
<b>TOTAL</b>	10 050 014 658	4 027 102 850	14 957 137 559	10 481 513 807	5 248 875 744	15 749 790 941

Rapport du commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2017

Confidentiel



## COMPTE DE RESULTAT ARRÊTÉ AU 31/12/2017

CHARGES	31/12/2016			31/12/2017		
	Montant DDC	Montant DD	CONSOLIDATION	Montant DDC	Montant DD	CONSOLIDATION
CHARGES LIÉES À L'EXPLOITATION BANCAIRE	78 882 227	193 996 967	287 869 294	44 150 178	191 820 247	236 866 385
CHARGES LIÉES À L'INVESTISSEMENT	47 829 623	0	47 829 623	50 240 608	0	60 248 988
CHARGES LIÉES À L'ACTIVITÉ	122 994 214	1 890 008	124 546 284	150 404 287	1 888 900	162 344 367
AUTRES CHARGES ET PERTES	10 122 632	1 648 108	20 796 742	30 446 929	26 201 629	68 797 397
CHARGES DU PERSONNEL	2 022 479 890	0	1 062 479 890	1 093 845 810	0	1 883 885 810
IMPÔTS ET TAXES	174 116 899	18 433 094	162 737 976	789 573 959	14 770 782	283 701 768
INDICATIONS AVANTISSEMENT	10 439 919	0	10 439 919	109 451 513	0	109 451 516
PROVISION	458 653 565	86 425 564	585 079 909	337 870 822	20 866 638	377 846 466
RÉSULTAT	800 895 807	148 111 258	1 018 086 275	648 106 271	257 028 021	726 172 222
TOTAL	2 520 484 332	462 569 813	3 423 046 845	2 646 787 181	470 396 197	3 011 352 368



## COMPTE DE RESULTAT ARRÊTÉ AU 31/12/2017

PRODUITS	31/12/2016			31/12/2017		
	Montant DDC	Montant DD	CONSOLIDATION	Montant DDC	Montant DD	CONSOLIDATION
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 751 845 548	493 562 813	4 246 408 361	2 235 674 285	570 266 197	2 789 040 582
PRODUITS SUR OPÉR. FINANCIÈRES	1 125 329 789	149 451 519	1 061 990 633	1 866 325 916	147 250 122	2 054 013 488
PRODUITS SUR OPÉR. DE CRÉDITS	627 024 527	331 447 177	1 359 591 639	266 827 364	102 878 877	660 300 873
COMMISSIONS	199 843 046	12 221 742	223 955 789	35 432 273	27 184 458	76 616 231
PRODUITS SUR OPÉR. NON MANDAT	371 280 000	0	371 280 000	171 293 200	0	371 293 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 888 704	1 000 000	7 888 704	40 260 027	0	49 583 057
REPARIATION/PROVISION ET AVANTISSEMENTS	-	-	-	9 899 750	-	9 899 750
TOTAL	2 935 484 132	462 562 813	5 423 046 845	3 446 787 181	516 895 197	3 011 352 368

## Rapport du Commissaire Aux comptes DD

CAISSE DES DEPOTS ET DE DEVELOPPEMENT  
(CDD)



DIRECTION DU DEVELOPPEMENT  
(DD)

Rapport du Commissaire aux comptes de la Direction du  
Développement (DD- CDD).

(Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017)

*Rapport final*

Mars 2018

**DAH CHEIKH KHLIL**

Fevragh Zeina – ZRB, N° 225  
Avenue Moctar Ould Daddah – Nouakchott  
Tel & WhatsApp (222) 22 43 99 35  
Mail: [dahkhlil@gmail.com](mailto:dahkhlil@gmail.com)

Rapport final



Rapport du CAC de la Direction du Développement (DD/CDD) au titre de l'exercice 2017

---

**I. RAPPORTS ET OPINIONS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Rapport final

3

Rapport du CAC de la Direction du Développement (DD/CDD) au titre de l'exercice 2017

## DAH CHEIKH KHLIL

Tevragh Zeina – ZRB. N° 225  
Avenue Moctar Ould Daddah – Nouakchott  
Tel & WhatsApp. (222) 22 43 99 35  
Mail. [dashkhlil@gmail.com](mailto:dashkhlil@gmail.com)

### I.1 RAPPORT GENERAL ET OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

(Exercice du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 au 31 Décembre 2017)

Nouakchott, le 31 mars 2018

Monsieur le Président de la Commission de Surveillance de la Direction du Développement (DD-CDD),

En exécution de la mission de Commissariat aux comptes qui nous a été notifiée par la lettre n°218/CDD/SG/2017 en date du 21 décembre 2017, nous avons effectué un audit des états financiers arrêtés au 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

#### **Responsabilité de la Direction**

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au référentiel comptable bancaire admis en Mauritanie. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

#### **Responsabilité du Commissaire aux comptes**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession qui requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comptent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur, dans la Direction du Développement de la CDD, relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction du Développement de la CDD, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Rapport final

4

## Rapport du CAC de la Direction du Développement (DD/CDD) au titre de l'exercice 2017

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion ci-après.

Au terme de nos travaux, nous avons constaté que :

- ☞ L'absence d'une séparation nette des emplois relatifs à chacune des Directions opérationnelles (DDC & DD) n'a pas permis d'imputer certaines dépenses inhérentes, en principe, à la Direction du développement (DD) : achats, charges externes, frais du personnel, acquisition d'immobilisations et detentions aux amortissements, etc.
- ☞ L'absence d'une séparation nette des ressources des Directions opérationnelles de la CDD n'a pas permis de répartir les dettes relatives aux emprunts du FADES et du Fonds Koweïtien. Le passif de la Direction du développement (DD) enregistre la totalité de ces dettes.

#### Opinion sur les états financiers

À notre avis, sous réserve de l'impact des constats ci-dessus sur les comptes, les états financiers de la Direction du Développement (DD-CDD), arrêtés au 31 décembre 2017, pour un total de bilan net de **11.038.376.030 MRO**, un total des comptes de résultats de **570.366.197 MRO** et des engagements hors bilan de **5.248.876.744 MRO**, sont réguliers et reflètent l'image fidèle de la situation financière et patrimoniale de la société dans tous ses aspects significatifs.

Fait à Nouakchott, le 31 mars 2018

**DAH CHEIKH KILIL**  
Expert-comptable -Commissaire aux comptes



Rapport du CAC de la Direction du Développement (DD/CDD) au titre de l'exercice 2017

## DAH CHEIKH KHLIL

Tovragh Zeina ZRB. N° 225  
Avenue Mectar Ould Dardab – Nouakchott  
Tel & WhatsApp. (222) 22 43 99 35  
Mail. [dahkhlil@gmail.com](mailto:dahkhlil@gmail.com)

### I.2 RAPPORT SPÉCIAL ET OPINION SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES (Exercice du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 au 31 Décembre 2017)

**Nouakchott, le 31 mars 2018**

Monsieur le Président de la Commission de Surveillance de la Direction du Développement (DD-CDD),

En notre qualité de Commissaire aux comptes de la Direction du Développement (DD-CDD), nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application des articles 439 et suivants de la loi 2000-05 portant Code de Commerce révisée par la loi n°2015-032, nous n'avons pas été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les éléments caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, également, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les Normes de la Profession qui requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été fournies avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Nouakchott, le 31 mars 2018

**DAH CHEIKH KHLIL**  
Expert-comptable - Commissaire aux comptes

